
LUTOPIK
Magazine trimestriel - Numéro 6 - Hiver 2014 - 4€
À ROUEN, L'ÉPHÉMÈRE ZAD URBAINE
LE PHÉNOMÈNE ALTERNATIBA
LE RETOUR DE LA CONSIGNE ?
LE DÉSERT BLANC
PLACE AUX VIEUX !
LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE,
UNE OCCASION POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ ?



Édité par l'association Lutopik Magazine · 2, Sous-la-côte 25340 Fontaine-lès-Clerval · Imprimé par Le Ravin Bleu · 7, rue Marie Pia 91480 Quincy-sous-Sénart
Directeur de la publication : Guillaume Clerc · Directrice de la rédaction : Sonia Pignet · Consultant graphisme : Les Dem's (demstudio.fr)
N° CPPAP : 1015 G 91975 · N° ISSN : 2268-7467 · Dépôt légal : Décembre 2014
Ont participé à ce numéro : Clément Barraud, Emmanuel Daniel, Dorianne et Manu des Dem's, Stouff, Caroline Pageaud, Jane, Le Torcheur, Prince Ringard,Wijbick, Antoine Delahaye, Ginger, Scribus, Hugues, Marine, Anne-Lise et tous les autres...

Bienvenue dans notre sixième numéro, pour lequel nous nous sommes intéressés aux vieux. À ces vieux qu'on voit peu mais qui sont pourtant de plus en plus nombreux. Ces vieux dont on nous assure qu'il y en aura bientôt tellement que cela deviendra gênant. Car les économistes s'interrogent : « Qui pour payer leurs retraites ? Leurs frais de santé ? S'occuper d'eux » ? Les moins pessimistes en font un nouveau marché : et si on leur vendait plein de choses aux vieux ? Des médicaments ? De la sécurité ? Des objets connectés ? Au moins, ils serviraient à quelque chose, au lieu d'attendre leur fin, dans l'ennui d'une maison de retraite ou les ennuis d'un chez soi devenu inadapté.

Oui, il y a un peu de caricature dans cette description morose. Mais il y a aussi du vrai, car parler des vieux revient presque systématiquement à évoquer leur dépendance et le coût de leur prise en charge. Nous sommes pourtant revenus optimistes de cette immersion au pays des cheveux gris. Nous avons rencontré des anciens heureux, des nonagénaires inventeurs astucieux, des utopistes bientôt centenaires. Mais aussi des jeunes retraités pas du tout effrayés par ce temps retrouvé, qui se préparent un nid douillet pour les années à venir ou redessinent une société qui prendrait soin des plus fragiles.

Bonne lecture !

JE M'ABONNE À LUTOPIK

4 N° / AN

Remplissez ce bulletin ou envoyez-nous une demande sur papier libre. Lutopik fonctionne sans publicités ni subventions. N'hésitez pas à nous soutenir. Merci !

Par Internet : rendez-vous sur **www.lutopik.com** à la page abonnement

☐ **Abonnement simple**
1 AN : 15€

☐ **Abonnement soutien**
1 an : 16€ ou plus

Nom : ____________________

Prénom : ____________________

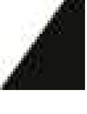
Adresse : ____________________

____

Email : ____________________

Je commence mon abonnement au n° : ______

Renvoyez ce bulletin d'abonnement accompagné de votre chèque (à l'ordre de Lutopik Magazine)
Lutopik Magazine - 2, Sous-la-Côte - 25340 Fontaine-lès-Clerval / contact@lutopik.com



Crédit : Alternatiba

UN *VILLAGE* ITINÉRANT POUR

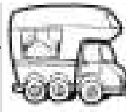


OÙ TROUVER LUTOPIK ?

Liste mise à jour sur notre site Internet. Si vous êtes intéressés pour diffuser Lutopik ou si vous connaissez des lieux susceptibles de nous distribuer, n'hésitez pas à vous manifester sur contact@lutopik.com.

01- Bourg-en-Bresse : Maison de la Presse **02- Laon** : Maison de la Presse **03- Moulins** : Maison de la Presse **05- Briançon** : Maison de la Presse **06- Menton** : Maison de la presse **07- Saint Peray** : Maison de la Presse, **Le Cheylard** : Maison de la Presse, **La Voulte sur Rhône** : Maison de la Presse **08- Sedan** : Maison de la Presse **09- Foix** : Majuscule, **Saint-Girons** : A la Lettre et La Mousson **10- Troyes** : Maison de la Presse **12- Espalion** : Maison de la Presse **13- Martigues** : Maison de la Presse **17- La Rochelle** : Maison de la Presse **21- Dijon** : Librairie Grangier, Black Market et Les Tanneries **22- Trégastel** : Maison de la Presse **23- Gentioux Pigerolles** : La Loutre par les cornes **24- Bergerac** : Maison de la Presse **25- Besançon** : Maison de la Presse, Les Sandales d'Empédocle, l'Autodidacte, **Pontarlier** : La Tisanerie, Le Cofféa, Librairie Rousseau, **Serre-les-Sapins** : Croc'Nature **29- Le Guilvinec** : Maison de la Presse La Frégate, **Saint-Renan** : Maison de la Presse **31- Toulouse** : Libraire TerraNova **34- Béziers** : Maison de la Presse (Centre commercial) **35- Rennes** : Maison de la Presse **37- Tours** : La boîte à Livres **38- Grenoble** : Antigone, La dérive, **Vienne** : Maison de la Presse, **39- Champagnole** : Maison de la Presse, **Mouchard** : Maison de la Presse **40- Mont-de-Marsan** : Maison de la Presse **41- Blois** : Librairie Labbé **42- Montbrison** : Plein Ciel **43- Yssingeaux** : Maison de la Presse **44- Nantes** : Librairie Vent d'Ouest, Chateaubriant : La Charrue **45 - Gien** : Librairie Au fil des Mots **54- Nancy** : L'autre rive **58- Nevers** : Maison de la Presse **59- Lille** : Librairie Meurat, Le Bateau livre **62- Bapaume** : Maison de la Presse **64- Hasparren** : Maison de la Presse, Hendaye Plage : Maison de la Presse **67- Strasbourg** : Quai des Brumes **69- Lyon** : Le Bal des Ardents, Librairie Passages, Maison de la Presse (cours de la Liberté), La Gryffe, Villefranche-sur-Saône : Maison de la Presse, Librairie Boutique des Marais **75- Paris** : Le Tiers Mythe, Publico, Les Guetteurs de Vent, Libralire, Thé-troc, Appel, L'Humeur vagabonde, Presse à livres, l'Atelier, Le Monte en l'air **80- Amiens** :Maison de la Presse **85- Les Sables d'Olonne** : Maison de la Presse **92- Clamart** : Libraire La Fourche.

Kiosques mobiles : Générations Futur, La Butineuse





LE CLIMAT

Des festivals Alternatiba se sont déroulés dans plusieurs villes de France et le mouvement essaime. Il prône une nouvelle forme de militantisme et vise un public large, ce qui pose parfois quelques problèmes au niveau local.

Un tandem à quatre places, un slogan offensif « *Changeons le système, pas le climat !* », des centaines d'initiatives concrètes : bienvenue à Alternatiba, le village des alternatives. Ce vaste mouvement veut fédérer les citoyens autour de la lutte contre le changement climatique et être la vitrine des alternatives face au productivisme. Le principe est de monter un village éphémère dans le plus de villes possibles. Sur place, des centaines d'initiatives sont présentées au public dans de nombreux secteurs d'activité : Disco-soupe, monnaies locales, jardins partagés, fabrication de compost, ateliers de recyclage de déchets, épiceries sociales et solidaires...

La première édition s'est tenue en octobre 2013 à Bayonne, et a rassemblé environ 15.000 personnes sur deux jours. Un an plus tard, la version girondine a regroupé plus de 150 initiatives, des conférences, des débats et des concerts. Le temps d'un week-end, Alternatiba Gironde a réussi son pari de mobiliser les citoyens, dans une ville pourtant surnommée « *la belle endormie* ». La réappropriation de l'espace public est clairement inscrite dans l'ADN d'Alternatiba, à la manière des mouvements des Indignés et Occupy. Depuis la rentrée de septembre, plus de 50.000 personnes ont investi ces villages alternatifs dans plusieurs villes.

UN EFFET BOULE DE NEIGE

À ce jour, Alternatiba compte une cinquantaine d'événements à travers l'hexagone, mais aussi à Tahiti, en Belgique, en Allemagne, en Autriche, en Bosnie… À l'heure du réchauffement climatique et de l'urgence de changer nos modes de vie, le concept s'exporte bien. L'objectif : montrer que les habitants prennent les questions climatiques au sérieux, avant la Conférence des parties sur le climat (COP 21), prévue à la fin de l'année 2015.

Après l'édition basque de 2013, le mouvement a essaimé un peu partout au cours de l'année 2014, avec une rapidité qui a surpris les initiateurs du projet. « *C'est parti tout seul, des gens qui sont venus au premier Alternatiba ont lancé l'idée chez eux au retour de Bayonne !* », se réjouit Jon Palais. « *C'est au-delà de nos espérances, ça va beaucoup plus loin que ce qu'on imaginait…* ». Dans chaque ville, des associations locales prennent en charge l'organisation. « *Il y a des choses que l'on retrouve partout, chaque Alternatiba a des représentants qui participent à la coordination européenne, et prennent les décisions stratégiques et politiques en vue de la conférence de Paris* ». Suite à la première édition, un kit méthodologique a été préparé par les organisateurs bayonnais, afin que les autres équipes aient en leur possession les principaux documents pour mettre en route la machine (lettres officielles, fiches de bénévoles…).

UN NOUVEAU SOUFFLE MILITANT

« *Tous les mouvements sociaux sont dans le creux de la vague en ce moment, surtout en France* », se désole Jean-Marie Harribey, membre de l'organisation Attac. Un constat partagé par nombre de militants écologistes et altermondialistes. Pour eux, le dernier rapport accablant du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) et la tenue de la COP 21 à Paris, en 2015, étaient donc l'occasion de porter le message des alternatives auprès du grand public.

« *Beaucoup d'organisations, après avoir essayé de mobiliser sur le climat et avoir essuyé beaucoup d'échecs après la conférence de Copenhague (en 2009, NDLR), avaient posé le diagnostic que ce n'était pas un thème mobilisateur et qu'il fallait qu'on arrête de se casser les dents* », analyse Jon Palais. « *Nous, on pensait que l'on n'avait pas tout essayé. On a observé aussi que ça attire un nouveau profil de militants, qui participent concrètement dans l'organisation logistique d'Alternatiba. Des bricoleurs, quincaillers, nous aident volontiers, alors qu'ils ne sont jamais venus à des discussions très théoriques sur le climat* ».

Le succès des Alternatiba tient aussi à la place qu'ils prennent dans les villes. À Bordeaux, le quartier Sainte-Croix a été entièrement investi pendant deux jours. Il a fallu installer plusieurs chapiteaux, des scènes pour les concerts… Un dispositif qui demande des moyens financiers importants. Si les organisateurs locaux lancent généralement un appel aux dons sur Internet, les sommes récoltées ne sont pas

suffisantes pour couvrir l'ensemble des frais. « *Le budget du week-end est de 100.000 €, mais il monte à 300.000 € quand on compte tout le travail réalisé en amont* », explique Aurélie Schild, de l'association Les Amis de la Terre 33, à l'origine du projet Alternatiba Gironde. L'autofinancement et le soutien de certaines fondations ne suffisent pas. Les organisateurs ont donc sollicité la Ville de Bordeaux, la Communauté urbaine, le Département et la Région, pour obtenir des subventions publiques à hauteur de 50.000 €.

Une aide qui ne fait pas l'unanimité au sein des organisateurs. La première conférence publique, consacrée à la métropolisation, a été quelque peu chahutée. La présence, lors de ce premier débat, d'élus de la Ville, du Département et de la Région n'a pas été du goût de tous. Pour montrer leur crainte d'une récupération politique, quelques personnes ont tenté d'empêcher la tenue de la conférence, avant de brandir des pancartes « *bla bla* » dans la salle.

Les membres de l'organisation, eux, défendent leur choix. « *Les collectivités sont nos partenaires, on a sollicité des subventions auprès d'eux, donc on a décidé de les inviter* », estime Alain Pellon, des Amis de la Terre. Mais attention, pas question de tomber dans la compromission, clament-ils : « *Une ligne rouge a été mise dès le départ : on ne les a pas fait venir pour nous réciter un énième plan climat ! Alternatiba a deux buts : créer un grand mouvement citoyen, et mettre la pression sur les décideurs* ».



10, 100, 1000 ALTERNATIBA

Le mouvement a été initié à l'été 2012 par l'association Bizi (« Vivre », en basque) de Bayonne. A peine une dizaine de personnes constituaient le noyau dur de départ. Parmi eux, certains participaient auparavant au mouvement des Indignés. Par la suite, des centaines de bénévoles les rejoignent. « On voulait que ce premier événement soit le déclencheur d'une vraie dynamique, d'où la cérémonie de fin avec un appel à 10, 100, 1000 Alternatiba », explique Jon Palais, membre de Bizi. L'appel de Bayonne sert de charte de référence pour définir les principales alternatives à prendre en compte. Certains réécrivent ensuite leur propre charte, comme à Bordeaux ou à Lille, tout en restant très proche de l'esprit général.

Avec ce premier débat sur les conséquences environnementales de la métropolisation, le but des organisateurs était donc d'interpeller les élus sur un sujet chaud, « *avec des contradicteurs qui pouvaient porter un message très radical* », affirme Aurélie Schild. « *En préambule, et devant eux, on a lu un discours dans lequel on a clairement affiché nos positions sur différents sujets, comme notre volonté de sortir du nucléaire. C'est vrai que ces questions d'argent et la présence de politiques ont suscité pas mal de débats entre nous. Mais voilà, on assume…* ». Dans d'autres villes organisatrices, les collectivités locales ont soutenu financièrement la manifestation, suscitant des polémiques similaires, comme à Nantes. La mairie de la ville avait, dans un premier temps, conditionné l'octroi de subventions à l'absence du stand de l'Acipa (Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes). Face à la protestation des associations organisatrices, la Ville a finalement accepté la présence de l'Acipa, présentée comme un exemple d'« *expertise citoyenne* ».

LE RISQUE DE L'EXTRÊME DROITE

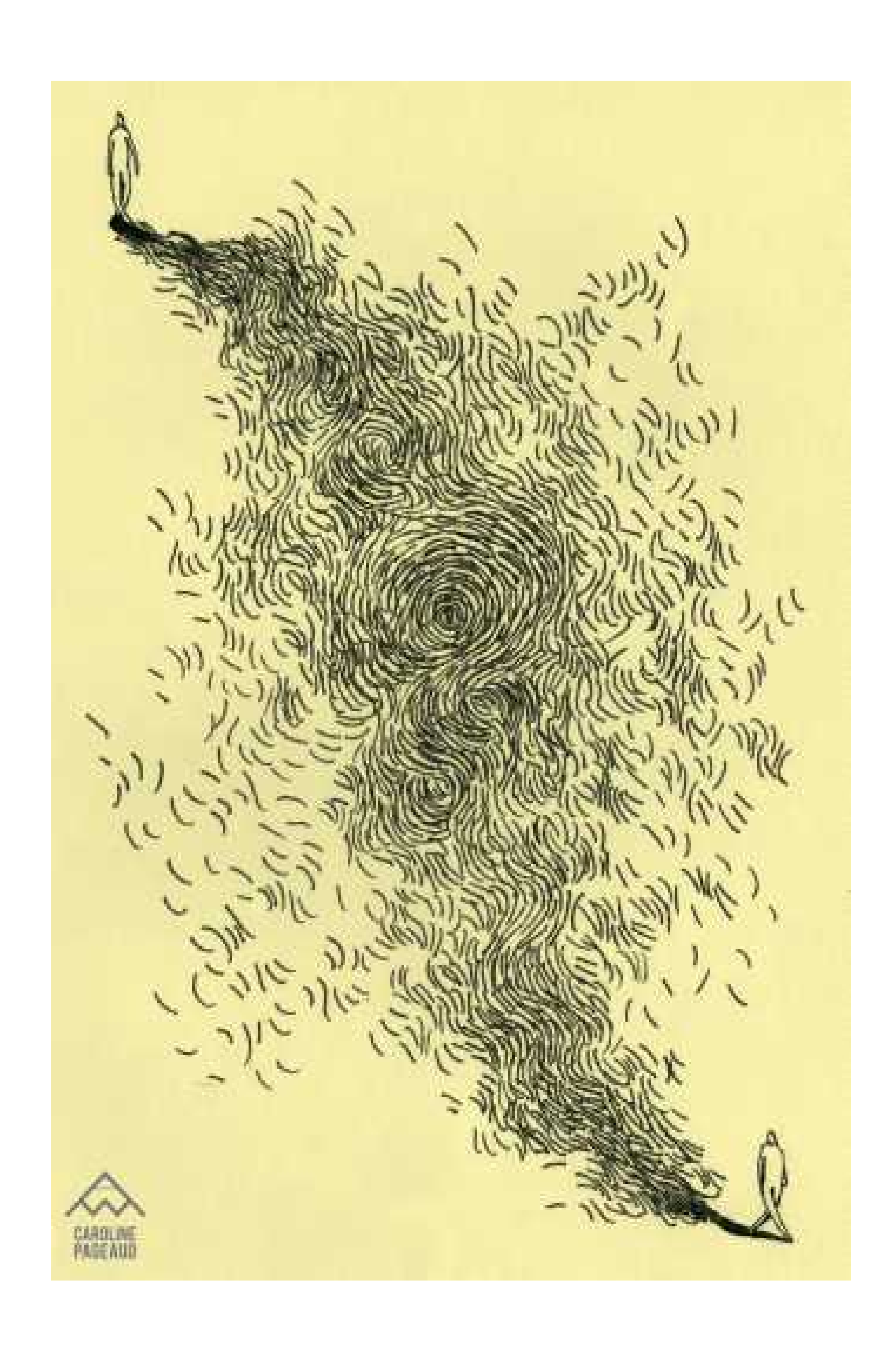
Le principe d'Alternatiba est de mettre en lumière les initiatives locales de protection de l'environnement. Un thème porteur pour mobiliser les militants écologistes, mais pas seulement. La présence d'un conseiller municipal du Front national à la manifestation de Gonesse, en septembre, et la participation de militants d'extrême droite à l'organisation de l'événement lillois ont interrogé les limites de l'ouverture à tous d'un tel mouvement. Ces derniers mois, la récupération de certaines luttes environnementales par la droite extrême inquiète. « *Sur ces questions-là, c'est surtout à nous, le camp progressiste, écologiste, d'inverser le rapport de forces. On espère former une nouvelle génération de militants, parce que pour l'instant, c'est l'extrême droite qui monte en puissance et qui s'organise bien* », selon Jon Palais.

Pourtant, si le risque existe localement, le mouvement global affiche clairement une ligne progressiste. « *On ne pourrait pas faire un événement qui serait en contradiction avec la charte, qui est considérée comme un cadre commun* », souligne Jon Palais. Une manière de dire que les thèses frontistes pourraient difficilement déteindre sur l'esprit d'Alternatiba.

Malgré tout, la vague Alternatiba va continuer de déferler dans les prochains mois, dans l'optique de la Conférence de Paris, en 2015. Outre la tenue des prochains rendez-vous locaux, la stratégie à adopter sera au cœur des débats de la coordination européenne. Au départ de Bayonne, le « *Tour Alternatiba* » ralliera Paris après un trajet de 5.000 km à vélo dans plusieurs pays.

Pendant la COP 21, un grand village des alternatives devrait également voir le jour dans la capitale. Plus qu'un contre-sommet classique, ce sera l'occasion de fédérer massivement la population autour de la question climatique. Pour beaucoup en effet, l'heure est désormais au développement de la « *masse critique* » pour faire pression sur le pouvoir décisionnaire.

Clément Barraud



Retrouvez d'autres illustrations de Caroline Pageaud pp. 9, 34, 39 et 4, ainsi que sur son site internet : www.carolinepageaud.com

PLACE AUX VIEUX !

Dans une société qui cultive la performance et la jeunesse comme des plantes sacrées, les personnes âgées sont bien souvent laissées de côté. Nous avons eu envie d'aller à leur rencontre, en établissement ou chez eux, découvrir leur réalité et leurs projets. Car il faut bien se préparer, avec un peu de chance, la vieillesse nous arrivera tous !

Ils sont de plus en plus nombreux, les vieux. Avec les baby boomers qui arrivent à l'âge de la retraite, on parle même d'un papy boom, qu'il serait plus juste de renommer mamie boom, les femmes étant plus nombreuses que les hommes passé un certain âge. Alors qu'en France on enregistre une naissance toutes les 42 secondes, une personne de plus de 50 ans naît toutes les 37 secondes, s'amuse à calculer le sociologue Serge Guérin. En 2050, un tiers des Français sera âgé de plus de 60 ans (contre un cinquième aujourd'hui), et la part des plus de 75 ans dans la population passera de 9,3 % à 16 % entre 2015 et 2060.

Sans parler de tsunami gris, nous assistons bien là à une transition démographique. Et puisque « *la qualité d'une société se reconnaît à la façon dont elle traite ses vieux* », comme l'écrivait Hamadou Ampate Bâ, la nôtre a de gros efforts à fournir. Placées en maisons de retraite, soustraites à la vue du monde, infantilisées et privées du droit de décision (comme celui de choisir son lieu de vie même s'il présente des risques) ou obligées de travailler pour compléter des retraites minuscules, les personnes âgées ne sont pas à la fête. Heureusement, ce tableau noir est éclairci par les très nombreuses personnes qui s'investissent auprès d'elles. Car la solidarité existe bel et bien, qu'elle s'opère à titre familial, amical ou professionnel.

En France, il a fallu attendre la canicule de 2003 et ses récits de vieillards morts seuls sous l'effet de la chaleur pour prendre l'entière mesure des difficultés rencontrées par les plus anciens d'entre nous. L'État débloque alors quelques aides pour l'adaptation des logements ou des hébergements, impose un jour férié travaillé en soutien aux personnes âgées, lance des pistes pour une loi sur la fin de vie… Mais le débat sur la place accordée aux personnes âgées dans la société n'a pas lieu. Au contraire, le traitement médiatique de cet été meurtrier a contribué à dramatiser l'image de la vieillesse, presque exclusivement représentée sous l'angle de la dépendance et/ou de l'isolement. La seule alternative à cette sombre description est celle proposée par le marketing, qui crée une nouvelle catégorie de consommateurs : le senior, un vieux en forme, sans rides, mais disposant d'un bon pouvoir d'achat. Avec ces deux stéréotypes, on est loin de la réalité.

> « LA VIEILLESSE EST PRESQUE EXCLUSIVEMENT REPRÉSENTÉE SOUS L'ANGLE DE LA DÉPENDANCE »

Pourtant, moins de 10 % des personnes âgées de plus de 60 ans seraient dépendantes, et l'image du senior passant son temps en croisière n'est guère plus représentative. « *Contrairement à ce que nous avons connu dans la deuxième moitié du 20ème siècle, la pauvreté risque de se développer à nouveau parmi les personnes âgées* », estime le Haut Conseil pour le logement des personnes défavorisées. Mais alors qui sont-ils ces seniors, ces aînés, ces anciens, ces gens du 3ème, du 4ème, du 5ème âge, ceux qu'on ne peut souvent plus appeler « vieux », comme si le mot était péjoratif ou méprisant ? Si l'on peine à les nommer, c'est que les personnes âgées ne forment pas un groupe homogène. « *Il y a autant d'écart entre un centenaire et un sexagénaire qu'entre un sexagénaire et quelqu'un de 20 ans* », rappelle souvent Claude Fages, qui s'occupe d'habitat dans une association grenobloise pour la qualité de vie des personnes âgées.

L'un des dénominateurs communs de la vieillesse pourrait être la conquête du temps. « *C'est l'âge de la liberté et du temps choisi* », revendique Thérèse Clerc, nonagénaire militante féministe et âgiste (osons le néologisme puisqu'elle l'affirme,

UN PROJET DE LOI SUR L'ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT

Pour la première fois, un gouvernement s'attaque à la question de l'adaptation de la société au vieillissement à travers une proposition de loi qui s'organise selon trois axes : anticiper, adapter la société et accompagner les personnes en perte d'autonomie. Le texte, voté en première lecture en septembre, prévoit des aides financières pour le maintien à domicile des personnes âgées, instaure un droit au répit pour les aidants ou encore réforme l'APA, l'allocation personnalisée d'autonomie. Mais pour les spécialistes de la question gérontologique, ce texte est décevant. L'idée du 5ème risque, qui consistait à créer une nouvelle branche de la sécurité sociale pour couvrir les risques liés à la dépendance et lutter contre les discriminations du système de l'APA, a notamment été abandonnée. De plus, la hausse du financement de l'APA (qui diffère selon les départements) est dérisoire, et rien ne concerne les loyers beaucoup trop élevés pour les petites pensions des maisons de retraite…

« *la vieillesse est une nouvelle militance* »). Ce temps retrouvé, beaucoup le mettent à disposition de leur famille, de leur ville, d'une passion… Tous secteurs confondus, bien des associations n'existent que grâce à l'engagement de nos aînés. De quoi relativiser le débat sur le coût de la prise en charge des vieux pour la société, un sujet récurrent dès qu'on agite le chiffon rouge du vieillissement de la population.

Certes, l'allongement de l'espérance de vie augmentera les dépenses de santé, et modifiera l'équilibre social. Alors que l'on compte actuellement 2,1 actifs pour un retraité, ce ratio passera sous la barre des 1,5 en 2060. Il manquera de l'argent pour les retraites. Mais même l'Observatoire national de la fin de vie le rappelle : « *les vieux ne sont pas qu'un enjeu économique, comme on peut le penser en lisant tous les documents afférents à la "Silver économie" : ils sont d'abord ceux qui sont porteurs du sens de l'existence que nous souhaitons mener dans notre société* ». Alors plutôt que de baisser des retraites ou de transformer les seniors en nouveau marché économique, pourquoi ne pas considérer cette évolution comme l'occasion d'inventer un nouveau rapport au travail et au temps ?

SOMMAIRE DU DOSSIER


Caroline Pageaud

« LES VIEUX POURRAIENT RENDRE LA SOCIÉTÉ PLUS DOUCE ET PLUS ÉQUILIBRÉE »

Serge Guérin est sociologue, spécialiste du vieillissement. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur le vieillissement de la population, dont La Nouvelle société des seniors *et* La solidarité ça existe... et en plus ça rapporte ! *(éditions Michalon)*



QUI SONT LES VIEUX AUJOURD'HUI ? FORMENT-ILS UNE CATÉGORIE SOCIALE À PART ENTIÈRE ?

On ne peut pas penser les personnes âgées comme étant les mêmes depuis un siècle. J'ai par exemple pu accéder au courrier des lecteurs du magazine Notre Temps, qui a écrit deux sujets sur les vieux et la sexualité à 10 ans d'intervalle et me rendre compte que les réactions n'étaient pas du tout les mêmes. Plutôt considérée comme taboue et choquante la première fois, la question de la sexualité des seniors était perçue comme nécessaire et insuffisamment traitée une décennie plus tard par les lecteurs. Il existe un effet de génération au moins aussi important que l'effet d'âge.

Les personnes âgées ne peuvent pas pour autant être appréhendées comme un groupe sociologique caractéristique. Il y a plein de façons d'être vieux, mais je distingue quatre catégories. Il y a ceux que j'appelle les seniors tradis : réacs, repliés sur eux-mêmes, ils correspondent à l'idée qu'on se fait des vieux bien qu'ils ne représentent qu'une petite partie d'entre eux. Il y a aussi les seniors fragilisés, que ce soit neurologiquement, physiquement ou économiquement. Et puis il y a, depuis le début des années 2000, les seniors de la génération baby-boom qui peuvent être classés en deux groupes. Les boomers bohèmes, aux revenus parfois très convenables mais pas toujours, sont marqués par mai 68 et continuent leur vie comme avant. Les boomers fragilisés sont les mêmes, mais commencent à avoir des difficultés. Ceux qui arrivent à la retraite aujourd'hui sont des descendants de la société de consommation. Ils possèdent un capital culturel suffisant pour faire pression sur la société, et ont la capacité de prendre la parole.

POURQUOI, ALORS, NE LES ENTENDONS-NOUS PAS PLUS SOUVENT ?

En France, nous n'avons pas de lobby des personnes âgées comme il y en a par exemple aux États-Unis. C'est peut-être en partie parce que le système social est meilleur chez nous. Mais nous pouvons observer qu'une bonne partie des forces vives des partis politiques et des syndicats sont des retraités. Le tissu social est très irrigué par les retraités, qui sont présents dans quasiment tous les secteurs. Mais il est vrai qu'il n'y a presque aucune représentativité dans les instances, hormis au sein des Coderpa (Comité départemental des retraités et personnes âgées, un organisme consultatif placé auprès du Conseil général). Je pense que la principale raison qui fait que les seniors n'ont pas envie de s'organiser, c'est qu'ils n'ont pas envie de se reconnaître comme vieux.

QUE SIGNIFIE, POUR LES INDIVIDUS, LE MOMENT DU PASSAGE À LA RETRAITE ?

Aujourd'hui, nous vivons plus longtemps qu'avant, mais la vie professionnelle est plus courte, souvent marquée par du chômage en fin de carrière. Les dernières années professionnelles sont donc généralement difficiles. La retraite peut être pour certains un grand vide, avec la question du statut social qui disparaît. Qui suis-je ? À quoi je sers ? On peut alors passer beaucoup de temps devant la télévision. Certains peuvent redonner un sens à leur vie en s'investissant dans le milieu social ou associatif et se sentir plus utiles en retraite que dans le monde du travail. Pour d'autres, il peut aussi s'agir de se consacrer à une passion oubliée. J'ai connu quelqu'un qui a commencé la peinture passé 60 ans et qui a fini par exposer.

COMMENT LES VIEUX SONT-ILS PERÇUS DANS LA SOCIÉTÉ ?

Pendant longtemps, on n'a surtout pas voulu voir les vieux, qui n'étaient pas une préoccupation sociétale. Chez nous, comme dans d'autres pays du sud de l'Europe, la dignité passe par le revenu. Les personnes sans emploi sont perçues comme inutiles. Le mot de retraite est d'ailleurs abominable. Chez les militaires, battre en retraite, c'est équivalent à un échec, à une mise sur le côté. À la fin des années 1990, les publicitaires découvrent que les personnes âgées constituent une cible économique, de la même façon qu'il existe le marché des ménagères de moins de 50 ans Apparaît alors le terme « senior », qui définit surtout la partie des personnes âgées à l'aise économiquement. Les autres, ceux qui ont des revenus faibles, restent invisibles ou alors ne sont évoqués que sous l'angle de la dépendance et du coût pour la société. Mais comme la retraite, la dépen-

dance porte une vision très négative de la vieillesse alors qu'elle n'est pas du tout représentative de la majorité des personnes âgées.

QUELLE SERA L'AMPLEUR DU VIEILLISSEMENT ANNONCÉ DE LA POPULATION ?

On n'en parle pas beaucoup, mais le phénomène va exploser. Il suffit de regarder les courbes pour se rendre compte que le vieillissement de la population impactera la société. Par rapport à 2005, il y a déjà 200 à 300.000 vieux en plus. Aujourd'hui, la France compte 15 millions de personnes âgées de plus de 60 ans. Ils seront 23 millions en 2050, soit plus du tiers de la population. Nous assistons donc à une transition démographique qui aura des conséquences importantes. Sauf accident, la vieillesse touchera tout le monde et ce que l'on fait en pensant aux plus âgés profitera à tous. C'est par exemple le cas des marches devant les bus qui sont aussi utiles aux personnes handicapées, aux enfants ou aux personnes avec des poussettes. Il est urgent de commencer à penser l'aménagement du territoire en tenant compte de cette donnée. Ainsi, il y a quelques années, de nombreuses municipalités ont supprimé les bancs au motif que la jeunesse venait s'y installer. Mais ce faisant, on a privé des personnes âgées de leur autonomie. Celles qui allaient faire leurs courses à pied trouvaient avec le banc un instant de repos avant de reprendre une marche difficile. En supprimant les bancs, on les privait de leur possibilité de sortie. Ce sont tous ces éléments qu'il faut prendre en compte pour mener une politique intégrant le vieillissement de la population.

LES VIEUX POURRAIENT-ILS ÊTRE LE MOTEUR D'UN CHANGEMENT SOCIAL ?

Les changements profonds induits par le vieillissement dépendront des choix qui seront faits. Dans une logique de guerre des générations et d'une société de la performance, les personnes fragiles seront mises de côté. On peut aussi favoriser une société plus humaine qui prend conscience qu'il faut aider ceux qui en ont le plus besoin et se rendre compte que ce sera bénéfique pour tout le monde. Je suis optimiste et je pense que le vieillissement de la population sera une chance pour reconsidérer un peu le rapport au travail. Certains « inactifs » sont beaucoup plus actifs que les « actifs », et même sans emploi les retraités contribuent à la société. Ils sont devenus les chevilles ouvrières de la solidarité. Ils sont très nombreux à aider leurs voisins ou leurs proches, à les faire profiter des fruits produits de leur jardinage. On estime par exemple que 23 millions d'heures vont chaque semaine des grands-parents aux enfants et que 15 % des légumes sont distribués hors marché monétaire.

> « LA RÉVOLUTION À VENIR, C'EST CELLE DU TEMPS QU'OFFRE LA VIEILLESSE »

La révolution à venir, c'est celle du temps qu'offre la vieillesse. Ce temps libre va modifier l'économie et réintroduire du local, du faire soi-même. Les vieux ont un rapport au temps moins délirant, sont moins pressés. Ils ont aussi l'habitude de faire durer et de réparer le matériel, en opposition avec la culture du tout jetable actuelle. Il faut lier la transition démographique avec les transitions énergétique et démocratique. Je suis convaincu que les personnes âgées peuvent contribuer à faire émerger une société plus douce, plus équilibrée, moins consommatrice, et dans laquelle tout le monde peut avoir sa place. Mais il faudrait commencer par accorder plus d'attention aux personnes âgées. Une société ne peut pas avancer si elle ne sait pas d'où elle vient. Les vieux ont un rôle important à jouer dans la transmission vers les jeunes générations. Pourtant, on peut faire tout un parcours scolaire sans avoir rencontré un vieux. C'est dramatique et incompréhensible qu'il y ait si peu d'échanges.

Propos recueillis par Sonia



INTERNET : S'Y METTRE OU NE PAS S'Y METTRE ?

Pour les retraités d'hier et d'aujourd'hui qui ne sont pas nés une souris à la main, le double-clic et la navigation internet ne sont pas innés. Mais à l'heure où le web est presque devenu un incontournable dans la communication, il faut rester vigilent à ce que la fracture numérique ne devienne pas aussi handicapante que celle du col du fémur.

Ce jeudi après-midi, elles sont sept retraitées dans la salle informatique du CCAS (Centre communal d'action sociale). Au tableau, Aymeric, le prof, a noté comment « *créer un dossier dans le Drive* », un intitulé qui ne semble pas effrayer les élèves. Certaines recopient studieusement le cours sur un cahier, d'autres préfèrent passer directement à la pratique devant l'ordinateur. Nous sommes à un cours de « *perfectionnement* » organisé par l'association L'âge d'or à Grenoble, qui s'est fixé comme objectif de « *lutter contre la fracture numérique qui s'agrandit au fur et à mesure des évolutions technologiques* ».

Aujourd'hui, les messieurs sont absents. En moyenne, les élèves qui assistent au cours d'informatique de l'association sont âgés de 74 ans et sont des femmes à 80 %. Les places s'arrachent : l'âge d'or offre des formations à environ 500 personnes chaque année, mais les demandes d'inscription sont beaucoup plus nombreuses. La plupart viennent apprendre à utiliser Internet pour garder le contact avec la famille ou faire des achats en ligne. « *Nos élèves refusent d'entendre qu'ils ne sont pas de la génération Internet. Tant qu'ils sont vivants, ils font partie du présent nous disent-ils* », rapporte Nordinne Boukhalfa, directeur de l'association.

L'informatique, certaines des élèves du jour se sentent pourtant un peu obligées de s'y mettre. « *De plus en plus, tout passe par Internet. Bientôt, ceux qui ne sauront pas l'utiliser seront comme ceux qui ne savent pas écrire. Ils seront obligés d'être aidés par des assistantes sociales pour leurs démarches administratives. Nous, on veut rester autonomes, ne pas avoir besoin de demander de l'aide* », explique Hélène, assez critique vis-à-vis du web, de la communication numérique et des dérives qu'elle peut engendrer. Son discours ne fait pas l'unanimité au sein du groupe et le débat s'improvise à la pause café. Pour Isabelle, « *Internet est avant tout un formidable outil pour améliorer ses connaissances* ». Et puis, « *tant que nous ne vivons pas dans un système totalitaire, nous n'avons pas trop de souci à nous faire avec Internet* », conclut l'une des participantes

> « BIENTÔT, CEUX QUI NE SAURONT PAS UTILISER INTERNET SERONT COMME CEUX QUI NE SAVENT PAS ECRIRE »

La seconde heure de cours est consacrée à la retouche photo. Une leçon qui intéresse peu Josette, ancienne secrétaire comptable de « *77 ans et demi* », venue pour apprendre des choses pratiques, « *comme commander des billets de train, organiser des voyages, obtenir des renseignements sur les maladies* ». Elle a également amené une tablette qu'on lui a offerte récemment et espère obtenir quelques renseignements de base pour commencer à l'utiliser.

En face d'elle, une autre Hélène s'essaye au détourage. Elle est là pour passer un bon moment et prendre confiance en elle. « *J'ai un ordinateur à la maison mais je ne fais que ce que je sais faire. Je n'ose pas m'aventurer de peur de faire des bêtises* », explique-t-elle. L'appréhension face à l'ordinateur est palpable chez presque toutes les femmes présentes. Le clic se fait méfiant lorsqu'il s'agit d'accepter les conditions de téléchargement d'un logiciel ou de coller un fichier dans un dossier. La crainte de télécharger des virus, de se faire arnaquer ou de rendre disponible des données personnelles revient souvent dans les conversations. Mais à la fin du cours, la plupart se réjouissent de maîtriser désormais l'envoi de photos par mail.

Sonia



À Grenoble, l'association L'âge d'or dispense des cours d'informatique aux personnes agées.



Les maisons de retraite ne sont pas des lieux très ouverts sur l'extérieur. Avant d'en passer par le piston pour obtenir l'accord d'un reportage dans cet établissement, nous en avions contacté plus d'une vingtaine. La plupart n'ont pas répondu et ceux qui l'ont fait n'étaient pas favorables à notre venue.

Souvent décriées, les maisons de retraite, ou Ehpad, sont en général l'ultime solution choisie par les familles pour placer un proche devenu très dépendant. Au centre de long séjour de Bellevaux, à Besançon, le dévouement des professionnels et des bénévoles ne suffit pas à estomper l'ennui, le silence et la tristesse qui imprègnent les lieux.

À L'OMBRE DES EHPAD

Dans le petit salon du rez-de-chaussée réservé aux visites, quelques personnes venues seules ou en famille tiennent compagnie à leurs proches. La communication peut être difficile, elle est bien souvent réduite au minimum. La seule présence d'un être familier suffit souvent à réconforter les résidents du centre de long séjour de Bellevaux, situé à deux pas de la boucle du Doubs qui enserre Besançon. Il comprend un Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) de 194 lits et une unité de soins de longue durée de 60 places (USLD). Il y a aussi un accueil de jour et un hébergement temporaire de 10 places chacun. Quelques rares pensionnaires s'aventurent seuls ici ou là, les gestes sont lents, hésitants. Ils passeront sans doute leurs derniers jours dans cet établissement, les retours à domicile des résidents permanents sont rares.

Le placement en maison de retraite reste une option par défaut, faute d'autres solutions, de temps ou d'énergie pour s'occuper d'un parent ou d'un conjoint. Les personnes âgées sont maintenues le plus longtemps possible à domicile, c'est à la fois un choix et souvent une nécessité économique. Mais il arrive un moment où cela n'est plus possible. Si une entrée en maison de retraite pouvait auparavant être une décision personnelle, elle est aujourd'hui le plus souvent prise par la famille. Selon l'Observatoire national de la fin de vie, les trois quarts des décisions de placements ne seraient pas pris par le résident lui-même.

DE MOINS EN MOINS DE VALIDES

L'acceptation est très dure, beaucoup ressentent de la tristesse, comme cette dame arrivée hier et qui a vécu son déménagement « *comme un déchirement* ». Tous les biens sont généralement vendus pour payer les frais d'hébergement et c'est tout ce que l'on a construit dans sa vie qu'on laisse derrière soi. La solitude peut aussi être pesante, certains n'ont plus de famille ou pas ou très peu de visites. L'âge moyen des pensionnaires augmente et cela se ressent sur leur autonomie. « *Ça fait treize ans que je suis là et il y a de moins en moins de valides, il n'y en a même presque plus. Ils sont presque tous déjà lourdement dépendants quand ils arrivent ici* », constate Cindy Guevelou, aide médico-psychologique. Presque 20 % des résidents en Ehpad et 50 % de ceux admis en USLD, où les patients reçoivent des soins techniques particuliers, ne survivent pas plus de six mois après leur arrivée. La durée moyenne d'un séjour est de deux ans et demi.

Pour améliorer le cadre de vie, le service animation propose des activités. Cet après-midi ce sera tricot. « *Ça peut paraître cliché, mais ça nous permet de faire plein de choses. Ils ont créé ce qu'ils voulaient : des gilets, des chaussons, des petits capuchons pour mettre sur des bouteilles en plastique... On a organisé un marché de Noël dans l'établissement avec quinze exposants et l'on a vendu les objets réalisés par les résidents, ce qui a permis à certains de partir en vacances à la mer* », annonce le responsable de l'animation.

« C'EST TOUT CE QUE L'ON A CONSTRUIT DANS SA VIE QU'IL FAUT LAISSER DERRIÈRE SOI »

Quelques autres ateliers sont proposés, comme de la peinture, des lectures, etc. Il y a aussi une cuisine thérapeutique, des bacs de jardin à hauteur de marche ou de fauteuil, des barbecues avec les résidents et leurs familles ou une cafeteria ouverte les vendredis après-midi. Un journal sort tous les quinze jours, avec chaque fois un thème particulier développé. « *On a forcément du contenu, ils ont des choses à raconter avec tous les souvenirs qu'ils ont !* »

Des sorties sont aussi régulièrement organisées, mais ces activités sont loin de concerner tous les résidents. Si elles peuvent offrir une bulle de plaisir à certains d'entre eux, la plupart ne peuvent pas ou ne veulent pas y participer. L'établissement peut aussi compter sur la présence d'environ 80 bénévoles, qui passent une ou plusieurs fois par semaine apporter un peu de distraction et de réconfort. C'est « *pour rompre l'isolement des personnes âgées* » que Jocelyne intervient ici depuis plus de trente ans. « *Il n'y avait pas beaucoup d'animation à l'époque, mais ils étaient beaucoup moins touchés par Alzheimer. Ça devient difficile de faire du tricot ou de jouer aux cartes. Mais tout le monde peut faire quelque chose, moi je chante ! On ne peut pas trop savoir les idées des patients atteints de cette maladie, mais ils attendent que l'on s'intéresse à eux. Il y a une façon de les approcher, de les regarder, on peut leur tenir la main. Il faut être gentille tout simplement* ».



Dans le pôle de rééducation, Roland, 85 ans, pédale sur un vélo d'appartement. « J'en fais 20 minutes par jour cinq fois par semaine. Ils ne veulent pas que j'en fasse plus ! » Huit ou neuf personnes peuvent suivre ici un atelier individuel d'équilibre ou de gym pour maintenir l'autonomie, faire de la rééducation à la marche ou du renforcement musculaire. Roland a toujours fait du vélo, il a déjà participé deux fois aux olympiades des Ehpad depuis son entrée en établissement. Mais il n'a pas pu concourir cette année à cause d'une douleur au poignet. Sa femme avait Alzheimer et il est rentré deux mois après elle ici. Ils se partagent maintenant une chambre double. « Pour elle, ce n'est pas facile, c'est vingt heures de lit et quatre heures de fauteuil. Moi je fais mon vélo, je regarde la télé, j'étais aussi dans un atelier blog mais il s'est arrêté ». Ils font partie des rares couples à vivre ensemble dans les maisons de retraite, il y en a deux ici.

FAIRE EN SORTE QU'ILS S'OCCUPENT

Nicole est quant à elle bénévole depuis 2006. « *On essaie de les distraire comme on peut, avec des jeux par exemple. Mais c'est de moins en moins possible, car ils sont peu à pouvoir encore réfléchir. Il faut leur parler, faire en sorte qu'ils s'occupent... On essaie de leur donner du bonheur, on en donne sûrement ailleurs aussi, mais là, on le voit vraiment. Et on ne fait pas que donner, c'est très enrichissant, cela m'apporte beaucoup* ». Elle apprécie la franchise des très vieux, parfois déments, qui peuvent vous envoyer balader ou vous dire qu'elles

vous aiment si elles le veulent. Toutes les deux devaient accompagner quelques résidents du pavillon Saint-Jean, réservé aux personnes âgées les plus touchées par Alzheimer, au marché de Noël en ville. Mais la sortie a été annulée en raison de la météo incertaine et du froid.

Ils sont environ 35 à vivre dans cette unité sécurisée qui occupe un demi-étage. Il ressemble aux trois autres niveaux, mais c'est le seul à être fermé par une porte à digicode qui empêche toute entrée ou sortie non autorisées. On retrouve le même agencement à tous les étages, les chambres d'un côté et les pièces collectives de l'autre. Les chambres peuvent être simples ou doubles, avec deux lits séparés par un rideau. Quelques-unes sont vides, d'autres sont occupées, des télés sont allumées, certains dorment dans leurs fauteuils roulants ou dans leurs draps. De l'autre côté, quelques résidents sont installés autour d'une table ou confortablement assis dans des fauteuils. Des familles ou des bénévoles venus passer un peu de temps sont aussi présents dans les étages. Beaucoup somnolent, le silence et l'ennui imprègnent lourdement l'ambiance.



À 6H30, LES PREMIÈRES TOILETTES

Dans le fond de la salle télé du pavillon Saint-Jean, on en est au JT de 13h et Jean, l'un des rares hommes de l'établissement, ne semble pas captivé. Il dit que ça va, mais que la liberté lui manque. « *Le drame, c'est d'être ici. Je suis là depuis six mois, j'ai l'impression d'être en prison. On est constamment confiné ici, ou là-bas, dans la salle de séjour. Je suis allé à un enterrement ce matin, je vais tous les dimanches à la messe, mais c'est de l'enfermement. On a tout le temps les mêmes occupations, regarder la télé, jouer au loto. On a toujours un œil pendu sur l'horloge, il n'y a rien d'autre. On va devenir neurasthéniques ici à mon avis* ». Ils ont bien accès à une cour intérieure, mais ils ne doivent pas y aller bien souvent. Avec l'annulation de la promenade du marché, ce ne sera pas encore aujourd'hui qu'ils iront dehors. Si les résidents des autres pavillons sont plus libres de leurs déplacements, ils sont vite limités par leurs moyens. D'autant que, par mesure de sécurité, les bénévoles n'ont plus l'autorisation de les emmener faire un tour à l'extérieur.



Les journées sont longues. Elles se ressemblent. Pour les personnels de soin du matin, elles commencent à 6h30 avec les premières toilettes. Les corps sont nettoyés devant le lavabo ou au lit. Les personnes dépendantes sont lavées intégralement à grande eau une fois tous les quinze jours dans un chariot-douche, une sorte de brancard-baignoire avec évacuation. Les valides prennent une douche une fois par semaine. « *On essaie de faire du mieux que l'on peut, si un résident veut prendre une douche, il peut la prendre et c'est systématique s'il est recouvert de selles ou d'urines* », renseigne Cindy Guevelou. Après les soins d'hygiène quotidiens, les résidents sont habillés et préparés pour la journée. Certains se lèvent tandis que d'autres sont laissés au lit.

Tout le monde est réveillé à 8h pour le petit-déjeuner, qui se prend principalement en chambre. Les membres du personnel continuent les soins et les toilettes, consignent les événements, prennent les éventuels rendez-vous chez les médecins ou le coiffeur, changent les lits et rangent un



peu la chambre. Tout le monde est en principe réuni pour le déjeuner, qui est servi à 12h. La sieste est ensuite une activité prisée jusqu'au goûter de 15h. Une deuxième équipe soignante est arrivée. « *À 16h, on commence à coucher des personnes pour la nuit, tous les dépendants et tous ceux qui le veulent. On les prépare jusqu'à 18h, on change les couches. Le repas est servi vers 18h15* ». Tous les résidents rejoignent alors leurs chambres. « *On répond aux sonnettes et on fait un tour pour voir si tout le monde est bien installé. On distribue les médicaments, souvent des somnifères. Pas mal sont sous antidépresseurs aussi* ».

UN TRVAIL ÉPROUVANT

Si la situation n'est guère enviable pour les résidents, elle ne l'est pas toujours non plus pour les salariés. Ils peuvent souffrir d'une cadence de travail trop élevée et d'une qualité pas toujours optimale. « *Si l'on fait le calcul, on passe en moyenne 20 minutes avec chaque personne. C'est trop restreint pour tout faire, pour parler, écouter, répondre aux demandes. On s'occupe parfois de ces gens comme on n'aimerait pas que l'on nous le fasse. Mais c'est partout pareil, c'est l'institution. Et chez nous, on est à 0,56 ou 0,57 soignant par résident, c'est un des meilleurs ratios, certains sont à 0,3. On n'est pas assez et certains viennent au travail la boule au ventre, c'est triste de ne pas pouvoir passer plus de temps avec les personnes. Ils sont chez eux, mais on les fait vivre comme dans un hôpital* », ajoute l'aide médico-psychologique, aussi déléguée syndicale Unsa de l'établissement.

RÉSIDENTS RÉSIGNÉS

Des considérations d'ordre psychologiques et particulières peuvent venir s'ajouter à la surcharge de travail en Ehpad. « *On a tous notre part de peur. Nous sommes confrontés à notre propre futur, à certaines situations qui ne sont pas faciles à vivre. Le vieillissement est inéluctable et nous sommes en confrontation réelle avec ses manifestations physiques et cérébrales. On peut avoir du mal à prendre du recul, à être naturel. Nous en causons entre collègues et j'ai l'impression que l'angoisse augmente avec l'âge, l'appréhension monte à mesure que l'on se rapproche de l'échéance* », affirme un cadre de l'établissement. « *Il faut savoir pour qui et pour quoi on vient travailler là* », remarque Cindy Guevelou. « *Je suis venue pour les résidents, pour donner un sens à leur fin de vie. On essaie de répondre à leurs demandes, à leurs habitudes, d'être à leur écoute, de leur porter attention. On fait avec ce qu'on a, une intention peut parfois suffire. Quand on fait attention à tout, qu'on est attentive, ça peut fonctionner. Je fais du mieux que je peux* ».



En France, l'espérance de vie continue d'augmenter. Elle est actuellement de 88,2 ans pour les femmes et de 83,7 pour les hommes. Mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, va en diminuant. Elle est de 72,.6 ans pour les femmes et de 71,9 pour les hommes (chiffres Eurostat, 2012)

Si certains résidents se plaignent ouvertement du traitement qui leur est réservé, de la nourriture peu ragoûtante ou de l'ennui, beaucoup s'y sont résignés. Une dame qui aura bientôt 102 ans commence par s'enthousiasmer de sa situation. « *Mon lit est propre, c'est une bonne maison où on dort bien, on mange bien et où on est bien nettoyés et bien traités* ». Elle se plaint cependant de ne pas pouvoir voir sa famille, elle ne se rappelle pas toujours que sa fille est décédée et qu'elle n'a désormais plus personne. « *Je suis bien là. Les gens sont comme moi, ils attendent. Vivement que les yeux se ferment et qu'on en parle plus* ». Elle devient alors plus triste. « *C'est dur le soir quand on est toute seule, on dit bonne nuit à qui ? La dame à côté est à moitié endormie* ».

Guillaume

TRÈS CHÈRES MAISONS DE RETRAITE

À l'Ehpad de Bellevaux, le plein tarif est de 2400 € par mois. Pour Arlette, venue rendre visite à sa sœur, « c'est une somme qui ne se justifie pas : quand ils n'ont pas de visites, ils attendent que les heures passent. Il y a un manque de personnel qui se fait parfois cruellement sentir ».
Pourtant, cet établissement ne fait pas partie des plus chers. Les enquêtes nationales estiment à 2.900 € mensuels le coût moyen d'une place en maison de retraite.
Ce tarif comprend le prix d'hébergement, en moyenne de 45 € par jour, auquel il faut ajouter le « tarif dépendance », dont le montant varie en fonction du handicap de la personne. L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) la prend en partie en charge. Une étude de KPMG indique qu'après déduction des aides publiques, le reste à charge moyen pour l'hébergé serait de 1860 € mensuels, avec un minimum de 850 € et un maximum de 3 700 €.
Si le résident se trouve dans l'incapacité de payer, les enfants ont une obligation alimentaire envers leurs parents. Et s'ils n'ont pas les moyens, le coût de la prise en charge sera réclamé aux héritiers par les collectivités. « C'est le conseil général qui prend en charge la sœur de mon mari. Il ne lui laissait que 10 % de ses revenus en tant qu'argent de poche. Ça faisait 80 € par mois. A son décès, il y avait une dette de 36.000 € ». Dans ces conditions, l'héritage, qui était une dette, a du être refusé par les ayants droit.

TOUS LES ÂGES À TOUS LES ÉTAGES

Contre la solitude, pour éviter la maison de retraite, rester chez soi plus longtemps ou par choix de vie, de nombreuses personnes âgées sont en quête de nouvelles façons d'habiter et de cohabiter.

« *Il ne peut pas y avoir de politique gérontologique sans politique de l'habitat* », assène Claude Fagès, militant de l'association Alertes38 qui défend « *la qualité de vie des personnes âgées* ». Pourtant, aujourd'hui, « *il manque des structures pouvant accueillir des personnes qui avancent en âge, encore autonomes, mais dont un bon nombre a perdu les capacités de profiter et d'entretenir des habitations devenues trop grandes et inadaptées à des handicaps physiques naissants* », note l'association dans son rapport Vieillir et habiter autrement (novembre 2013). Pour Claude Fagès, il s'agit de « *proposer un éventail de solutions à nos aînés, afin que chacun, quelque soit sa situation et ses envies, trouve le bon logement au bon moment* ».

Pour certains, cela passe par la colocation intergénérationnelle. Un étudiant ou un jeune travailleur cohabite avec une personne âgée isolée et, en échange d'un loyer réduit, assure une présence rassurante. Dans l'agglomération iséroise, environ 300 contrats de ce type ont été signés en quatre ans. « *Mais les personnes âgées sont parfois réticentes à accueillir des inconnus chez elles, et les demandes émanent plutôt des jeunes* », souligne Jacqueline Chapuis, présidente d'Alertes38.

Alors pour avoir son chez-soi sans être seul, d'autres se tournent vers les habitats groupés. Il en existe de plus en plus, qui prennent différentes formes. Depuis quelques années, le béguinage revient ainsi à la mode. S'inspirant des béguines du Moyen-âge, des femmes pieuses vivant dans de petites maisons autour d'une église ou d'un cloître, il s'est développé en Belgique et dans le Nord de la France. Aujourd'hui, il n'y a plus systématiquement d'aspect religieux, mais le concept a conservé les maisonnettes individuelles les unes à côté des autres, un ou plusieurs lieux collectifs au centre de ce petit village, et une personne extérieure en charge d'aider les résidents en cas de besoin. L'entrée se fait souvent sur critères sociaux, mais des sociétés privées s'emparent du principe pour créer de nouveaux béguinages.

LES HABITATS AUTOGÉRÉS PLÉBISCITÉS

Dans la catégorie des habitats individuels destinés aux personnes âgées, on trouve aussi plusieurs expériences d'appartements regroupés à services partagés. À Grenoble, Les Vignes en sont un bon exemple. Ce lieu, ouvert sur la vie de quartier, propose 14 logements, essentiellement des T2 car « *ce n'est pas parce qu'on est vieux qu'on doit vivre dans 25m²* », souligne Claude Fagès, ainsi qu'un appartement qui abrite une auxiliaire de vie présente 24h/24. Les bénéficiaires, leur famille et les professionnels médico-sociaux du domicile sont impliqués dans la marche du dispositif. Contrairement au béguinage ou aux établissements tels que les foyers logements, cette solution permet de rester dans le même logement lorsqu'on perd en autonomie.

Et puis dans la grande famille des habitats groupés, on trouve les habitats autogérés et/ou coopératifs, construits ou aménagés par les futurs habitants. Le plus emblématique est



Les Dem's

la Maison des Babayagas à Montreuil (voir article page suivante). Malgré les difficultés qu'il connaît, ce lieu a ouvert la porte à de nombreux projets. Audrey Golluccio travaille pour Habicoop, une association qui fait la promotion des coopératives d'habitants (voir encadré) et accompagne les porteurs de projets. Elle constate l'engouement pour cette formule : « *depuis deux ans, les demandes ont beaucoup augmenté* ». Si l'habitat groupé est loin de concerner uniquement des personnes âgées, elles en sont souvent à l'origine.

LA LOI ALUR OFFICIALISE L'HABITAT COOPÉRATIF

Depuis la loi ALUR, et pour la première fois, l'habitat participatif est juridiquement reconnu. La loi entérine en effet la création des coopératives d'habitants. Ce sont des sociétés, souvent des SAS (sociétés par actions simplifiées), dans lesquelles tous les membres sont collectivement propriétaires des lieux (associés de la coopérative) et individuellement locataires de leur logement. Leur gestion et leur financement répondent à des valeurs éthiques, comme la participation de chacun (une personne = une voix) et la non spéculation. Certains se font en partenariat avec un bailleur social, ce qui permet d'ajouter de la mixité sociale à la mixité d'âge. Cette reconnaissance officielle devrait permettre de simplifier les démarches, notamment en matière d'emprunt et d'assurance pour les projets collectifs.

INTERGÉNÉRATIONNEL OU NON

C'est par exemple le cas de Marie-Ange, impliquée dans un projet vers Aubenas (Ardèche) et porte-parole du groupe. « *Tout a commencé avec des réflexions entre amis sur notre propre vieillesse : Qu'est-ce que ça veut dire être vieux ? De quoi avons-nous peur ? Cela pose des questions d'utilité, de citoyenneté. Le risque principal est celui de la dépendance, synonyme de maison de retraite. L'habitat groupé pouvait répondre à plusieurs de ces questions. Sur l'utilité, en retrouvant de la grand-parentalité même si nos propres petits-enfants sont loin, pour contrer la solitude et rester à domicile* ». Cette ancienne infirmière s'est ainsi lancée dans un projet d'habitat groupé intergénérationnel, « *pour éviter le ghetto de vieux* ».

Les membres du groupe de départ ont tous entre 55 et 70 ans. Ils ont passé des annonces dans la presse locale pour trouver des familles et des personnes handicapées prêtes à rejoindre le projet. Aujourd'hui, ils ont une piste sérieuse avec une ancienne maison de retraite qu'ils se verraient bien adapter pour vivre leur rêve. « *C'est dans un village, il y a de grandes salles communes, un grand terrain. L'accès est facile, ce n'est pas très loin d'Aubenas* ». Une famille s'est déjà engagée, mais « *les familles partantes sont plus difficiles à trouver que les personnes âgées. Avec des personnes de notre âge, on pourrait remplir tout de suite* », souligne-t-elle.

À Die (dans la Drôme), un habitat participatif intergénérationnel a déjà vu le jour : c'est l'éco-hameau Habiterre. Depuis trois ans, une trentaine de personnes de 1 à 68 ans occupent onze appartements répartis dans cinq grandes maisons éco-construites. Martine a 68 ans, et a rejoint ce lieu il y a quelques mois. « *J'en avais marre de vivre seule. J'habitais une super jolie petite maison, mais je me trouvais de plus en plus isolée. Ici, je participe à la vie d'un projet avec des personnes choisies et de tous les âges, dont des enfants qui passent me dire bonjour, que je peux aller chercher à l'école si besoin, avec lesquels on organise des goûters ou des moments de jeux* ». Pour elle, vivre avec des personnes de différentes générations permet de « *rester dans l'action, ne pas se replier sur soi, se sentir utile et penser à l'avenir* ». Désormais, elle s'est inscrite à l'école fréquentée par les enfants d'Habiterre comme personne ressource pour aller les chercher, elle les emmène parfois se promener en forêt et organise avec d'autres habitants de grands goûters pour tous régulièrement.

S'ADAPTER COLLECTIVEMENT AU VIEILLISSEMENT

Si la présence d'enfants est parfois désirée par les personnes âgées, d'autres préfèrent habiter entre vieux. À Vaulx-en-Velin, en banlieue lyonnaise, l'association Chamarel s'est lancée en 2010 dans cette grande aventure avec la volonté de créer un « *lieu de vie intergénérationnel pour les 3ème, 4ème et 5ème âge* ». Pour les amis qui ont monté ce projet, « *le choix d'être entre vieux a été fondateur pour le groupe. On souhaite s'adapter collectivement au vieillissement* », explique Michelle. Quatre ans plus tard, et avec l'aide d'Habicoop, le projet a pris forme. Le terrain est acheté, la coopérative d'habitants est créée, le permis de construire est déposé et les travaux devraient commencer d'ici quelques mois. Il y aura seize logements, essentiellement des T2, pour accueillir une vingtaine de personnes de 60 ans et plus. Les loyers sont fixés à 12€ le mètre carré, et à ce prix là, il y a aussi l'accès aux espaces communs : un atelier, une salle polyvalente avec cuisine, trois chambres d'amis…. Le projet coûte 2,5 millions d'euros et a obtenu l'aide du Conseil régional. « *Vu nos âges, trouver une banque qui nous prêterait de l'argent sur 50 ans c'est impossible. Mais là, c'est la coopérative qui emprunte* », souligne Patrick, un futur habitant de cet immeuble qui sera construit en béton, bois et paille, et dans lequel il reste encore quelques appartements à pourvoir.

« CE N'EST PAS PARCE QU'ON EST VIEUX QU'ON DOIT VIVRE DANS 25 M² »

Tous ces projets sont longs à monter, et demandent beaucoup d'énergie. Il faut constituer un groupe, trouver des financements, un lieu. Pour celles et ceux qui comptent finir leurs jours dans l'habitat groupé qu'ils auront contribué à créer, il est donc nécessaire de s'y prendre tôt. « *Le point positif, c'est que la génération qui arrive aujourd'hui à la retraite a conscience qu'elle doit penser à son habitat dès à présent. Souvent, ce sont des personnes qui sont confrontées à des difficultés pour trouver un logement pour leurs parents, et qui ne veulent pas imposer la même chose à leurs enfants* », souligne Jacqueline Chapuis.

Sonia

LES BABAYAGAS : UNE TENTATIVE DE COLLECTIF

À la maison des Babayagas de Montreuil, une vingtaine de femmes âgées ont fait le pari d'une vie collective, autogérée et conviviale. Mais l'entente au quotidien n'est pas toujours aisée et le projet cherche un second souffle.

En 2012, à Montreuil, une expérience innovante d'habitat collectif pour personnes âgées a vu le jour. Une vingtaine de femmes, de 58 à 89 ans, ont emménagé dans un immeuble construit pour elles par l'OPHM (l'Office public de l'habitat montreuillois), le Conseil général et la municipalité. Appelé la maison des Babayagas, du nom d'une légendaire ogresse russe, ce lieu se veut autogéré, solidaire, citoyen, féministe, écologique et ouvert sur le quartier. Il accueille notamment les rencontres d'Unisavie, « *l'université du savoir des vieux* » créée par les Babayagas avec l'objectif de changer la représentation des vieux sur eux-mêmes et le regard porté sur eux par la société.

L'idée est lancée en 1995 par trois femmes qui voulaient vivre une vieillesse heureuse. « *Mon idéal : une bonne fin de vie, sereine, joyeuse, qu'on reste créatives et intelligentes* », souhaite Thérèse Clerc, une militante féministe de longue date aujourd'hui âgée de 87 ans. Les politiques sont durs à convaincre. « *Il a fallu attendre la canicule de 2003 et ses 19.000 morts en France pour que les pouvoirs publics donnent leur feu vert* », soupire-t-elle. Vingt et une femmes sont sélectionnées pour faire partie de l'aventure. « *L'OPHM a accepté l'innovation au point qu'on fasse le casting nous-mêmes* », précise-t-elle. Uniquement des femmes, car « *les femmes, à nos âges, sont majoritaires, et leur retraite est 40 % moins élevée que celle des hommes* », explique Thérèse. Plus qu'un lieu de vie, la maison des Babayagas est « *un projet politique, une tentative de vieillir autrement* ».

NE PAS FAIRE DE LA VIEILLESSE UN COUPERET

Il y a deux ans, les premières femmes emménagent dans des appartements individuels de 26 à 44 m². Les communs sont constitués d'un petit jardin, d'une buanderie collective et de deux salles destinées à accueillir une bibliothèque, un coin cuisine et des conférences. L'une des premières à s'installer est Odette Manteau. C'est elle qui a recruté nombre des nouvelles venues. « *J'ai entendu beaucoup de femmes, et beaucoup de solitude. Mais au final, toutes celles qui sont venues l'ont fait pour le projet* ».

« *On était des femmes qui voulions, ensemble, faire bouger la société. Beaucoup avaient un passé de femmes actives, militantes. C'était enthousiasmant de continuer, de ne pas faire de la vieillesse un couperet* », témoigne Jacqueline Goellner, l'une des habitantes. En adhérant aux Babayagas, elles acceptent de donner 10h hebdomadaires à l'association, sous forme de jardinage, secrétariat, entretien des communs. Mais malgré un casting autogéré et un lieu de vie que toutes s'accordent à reconnaître très plaisant, de vives tensions apparaissent rapidement, cristallisées autour de la forte personnalité de Thérèse Clerc.

Avant même l'installation, une dizaine de femmes du groupe instigateur du projet quittent l'aventure pour cause de désaccord autour de l'installation d'un spa ouvert aux femmes du quartier. De son côté, Thérèse n'intègre pas l'immeuble car elle n'a pas obtenu de dérogation lui permettant de louer un logement social tout en conservant l'appartement dont elle est propriétaire. Elle reste néanmoins très engagée au sein de l'association des Babayagas. Dans la maison, les frustrations s'accumulent. Le travail demandé est jugé « *accablant* » par certaines, Thérèse est accusée d'être « *autocratique et tyrannique* », « *le projet trop politique, élitiste, pas assez respectueux des personnes* ». En février dernier, une deuxième vague de démissions secoue l'association. Aujourd'hui, sur les 21 femmes présentes, seules cinq adhèrent encore aux Babayagas et les mauvaises relations compliquent la vie collective. Excepté la buanderie, les communs ne sont pas utilisés par les habitantes qui, jusqu'à peu, n'en avaient même pas la clé, le seul exemplaire étant aux mains de Thérese Clerc qui y organisait les réunions d'Unisavie.

Cependant, malgré ces difficultés, certaines habitantes tentent de redonner vie au projet d'origine. Elles ont recréé un collectif pour partager autre chose qu'une adresse, et envisagent de lancer prochainement des cafés citoyens. La mairie, l'OPHM et l'association des Babayagas en ont appelé à une médiation pour régler les problèmes. Quant à Thérèse Clerc, malgré la déception sur ce qu'est devenu son projet, elle fourmille d'idées pour faire vivre Unisavie. « *Je mise beaucoup sur l'utopie et l'arrivée de nouvelles femmes, même si l'utopie est parfois bien difficile* ».

Sonia





LES SENIORS PRIS POUR CIBLE

Le vieillissement de la population comme atout pour la croissance, voilà le scénario de la silver économie. La filière est devenue une des priorités de l'État qui y voit une aubaine pour l'emploi et l'occasion de soutenir des technologies comme la robotique, la domotique et la téléassistance. Mais pour le moment, les « seniors » sont moins intéressés que les industriels.



Blue Frog Robotics

Le petit robot Buddy, commercialisé en 2015 par Blue Frog Robotics, est destiné aux seniors comme aux enfants. Il pourra notamment rappeler aux personnes agées de prendre leurs médicaments ou les prévenir en cas de fuite de gaz.

« *Nous, les vieux, on est devenus une marchandise* », se désespère Thérèse Clerc. « *Il faut voir tout ce qu'ils essayent de nous vendre. Dans les salons, ça va des croisières aux produits high-tech, mais le véritable cœur de la silver économie c'est la domotique et tous les systèmes pour connecter la maison. C'est un peu inquiétant et on se demande comment on va pouvoir se payer tout ça…* » Cette militante de longue date (voir page de gauche) cherche aujourd'hui des pistes pour une vieillesse heureuse. Mais pour elle cela ne passera pas par la Silver économie, un anglicisme qui se veut sexy et vendeur. Le terme fait référence aux cheveux argentés des anciens et désigne un nouveau secteur économique en pleine expansion.

Car une population qui vieillit, c'est aussi l'émergence d'un immense marché à conquérir. Les « seniors » sont considérés comme des consommateurs de premier choix, ils participent déjà pour plus de 54% à la consommation globale selon une enquête du Credoc. Ils disposent aussi pour le moment de ressources en moyenne supérieures à celles du reste de la population. Les plus de 50 ans sont ainsi globalement 30 % plus riches que le reste de la société, avec une multiplication de leurs revenus par sept en vingt ans. Ils détiennent 60 % du patrimoine et 75 % des placements boursiers. Voilà donc une manne inespérée pour les entrepreneurs et tous ceux qui cherchent à grappiller quelques points de croissance supplémentaires.

UNE MANNE FINANCIÈRE

Entreprises et pouvoirs publics s'associent pour organiser, structurer et soutenir ce nouveau marché. Dans un contexte économique morose, le développement de la silver économie est même considéré comme stratégique par l'État. Il y a une volonté d'agir vite, pour ne pas rater le train en marche et faire de la France un leader dans ce domaine. Le secteur a déjà engrangé 92 milliards d'euros en 2013 dans le pays et devrait dépasser les 120 milliards en 2020, « *une opportunité inédite pour la croissance* » déclaraient les ministres concernés lors du lancement officiel de la silver économie en 2012. L'année suivante, elle devient l'une des filières industrielles soutenues par le gouvernement français et fait partie des sept « *ambitions pour l'innovation* » censées guider l'action politique jusqu'en 2030. Les attentes sont en effet énormes, avec une estimation de 300.000 emplois crées dans le seul secteur de l'aide à domicile d'ici 2020.

Le champ de la silver économie est extrêmement vaste et recoupe la quasi-totalité des secteurs économiques : services à la personne, santé, tourisme, loisirs, bâtiment avec l'adaptation des logements, transport… « *Souvent, je m'amuse à*

mettre au défi mes interlocuteurs de me citer un seul domaine qui ne sera pas impacté par la transition démographique, je n'ai pas encore eu de réponse », s'amuse à dire Jérôme Pigniez, délégué général de l'Asipag, le Syndicat national interprofessionnel de la silver économie et éditeur du portail silvereco.fr. Cependant, pour lui comme pour tous les acteurs du domaine, il existe d'abord un problème de taille à résoudre avant d'espérer tirer les bénéfices de cette évolution démographique. « *La silver économie souffre du manque de rencontre entre l'offre et la demande* ». Une formule pour expliquer qu'en somme, les personnes âgées sont moins intéressées par ce « *marché* » que les industriels. Alors il faut faire en sorte de communiquer, de faire parler du sujet et de créer la demande.

Pour guider leur cible vers ce marché, les acteurs de la silver économie souhaitent commencer par déconstruire la vision négative qui entoure la vieillesse. La place des seniors au sein de la société doit être valorisée pour provoquer une incitation à l'achat des produits qui leur sont destinés, car bien que plus riches, les plus vieux ont tendance à favoriser l'épargne au détriment de la consommation. « *En encourageant les seniors les plus jeunes à anticiper leur vieillissement, les politiques publiques amélioreraient la prévention qui retarde la perte d'autonomie, encourageraient les décisions individuelles d'équipement (notamment du domicile) à un stade où les individus sont encore financièrement indépendants* », indique le rapport sur l'innovation. Le résultat serait une hausse de la croissance et une meilleure prise en charge de la dépendance, dont le coût sera supporté par les particuliers et pas par la sécurité sociale.

« APRÈS UNE VIE DE CONSOMMATION, ON A TENDANCE À SE MÉFIER UN PEU DES MIRACLES DES PUBLICITÉS »

Les rapports insistent sur le fait que l'offre devra se concentrer dans un premier temps en direction des ménages les plus aisés, pour que les entreprises du secteur atteignent plus rapidement leur seuil de rentabilité sans un recours massif aux subventions publiques. Les campagnes de communication seront largement axées autour d'un discours en faveur des gérontechnologies pour, d'une part, faire connaître les innovations destinées au marché des seniors, et surtout, faire accepter ces technologies de pointe à un public a priori réticent. Les personnes âgées affichent en effet une certaine méfiance vis-à-vis des nouvelles technologies. Comme le dit Serge Guérin, spécialiste du vieillissement, « *après une vie de consommation, on a tendance à se méfier un peu des miracles des publicités et on sait très bien que le service après-vente n'arrive jamais à l'heure !* »

BANALISER LE PARTAGE D'INFOS SENSIBLES

Pour les décideurs, la « *silver* » présente aussi un autre intérêt. Elle sera l'occasion d'ouvrir la voie à des technologies d'aide au maintien à domicile qui trouveront assurément d'autres applications pour l'ensemble de la société. « *Sur le plan industriel, la silver économie constitue une opportunité formidable. Elle peut offrir un puissant levier à des filières comme la robotique, la domotique, les dispositifs médicaux, etc.* », propose par exemple le rapport du commissariat général à la stratégie et à la prospective. On parle de maison connectée et d'Internet des objets, de télémédecine avec capteurs sensoriels reliés au réseau et diagnostics à distance, géolocalisation et surveillance vidéo des malades d'Alzheimer, robots humanoïdes intelligents, etc.

Le rapport de prospective souligne que l'État devra jouer un rôle en matière de « *normalisation et de développement de l'infrastructure* » nécessaire au déploiement de la téléassistance, qui sera le pivot de cette révolution technologique. « *L'ensemble s'appuie sur la capacité à équiper le public cible de hubs domiciliaires* ». Une nouvelle génération de box Internet qui centralisera les différents « *bouquets de services* » proposés par les industriels et définira sans doute les standards et les normes de la domotique. Orange et Legrand sont déjà sur le coup, tout comme un acteur un peu plus surprenant : le groupe La Poste qui mise sur le capital sympathie et confiance des facteurs pour installer ce système avec le programme Cohesio Digital.

Pour gagner en autonomie et vivre le plus longtemps possible à domicile, les vieux seront peut-être les premiers à utiliser massivement ces technologies intrusives et contribuer ainsi à banaliser le partage d'informations personnelles sensibles. « *Outre l'effet d'annonce marketing et les critiques qui voient ici l'utilisation de la vieillesse comme un « filon » ou une manne financière, quel sens réel ces technologies vont-elles avoir pour les personnes âgées et leurs proches? Quelle part de la Silver Economie va réellement être consacrée aux enjeux quotidiens du grand âge et de la dépendance ? Comment les pouvoirs publics vont-ils s'assurer de l'équité d'accès aux services issus de cette filière ?* », met en garde l'Observatoire national de la fin de vie.

Guillaume

UNE "SILVER VALLEY"

La silver économie possède son centre névralgique : la silver valley a été inaugurée en juillet 2013 pour lui donner une visibilité et une force de frappe. Elle se présente comme une pépinière d'entreprises, un showroom et des laboratoires concentrés dans le Sud-est parisien, à Ivry-sur-Seine. C'est aussi un lieu de rencontres entre les PME , les plus grosses entreprises et les différents fonds d'investissement. Plusieurs labels dédiés à la silver économie sont aussi en cours de création, ils serviront à gagner la confiance des consommateurs en imposant des normes. Ils concerneront la téléassistance, l'hébergement pour personnes âgées, les services à domicile… L'obtention de ces labels permettra aux industriels de bénéficier des efforts de communications de la filière.

COMME SUR DES ROULETTES



Le wellpeddy procure une position assis-debout, ce qui permet de maintentir le geste de la marche, ici en intérieur.

À 90 ans passés, Jacques Blosseville n'a rien perdu de son talent d'inventeur et perfectionne sa dernière trouvaille : une trottinette à selle pour personnes âgées.

« *L'invention, c'est simplement la constatation d'un manque. Si rien n'existe déjà dans les livres, alors on l'invente !* », s'enthousiasme Jacques Blosseville qui en connaît un rayon sur le sujet. À « *91 ans et demi* » comme il dit, il possède une énergie et une vivacité d'esprit à faire pâlir bien des plus jeunes que lui. Dans son petit appartement de la couronne parisienne, il ne rate aucune occasion pour démontrer l'utilité de sa dernière invention. Des tâches élémentaires comme apporter le café ou ramener les verres à la cuisine lui sont désormais plus faciles. Pour améliorer sa mobilité, il a imaginé un appareil aussi simple que pratique. Pas de high-tech, ni même d'électronique, c'est avec une sorte de trottinette équipée d'une selle qu'il a pu retrouver sa liberté de déplacement et conserver ainsi son autonomie.

Cette idée, il l'a eue pendant une séance de pédalage sur son vélo d'appartement. Il est alors en convalescence, il souffre d'arthrose et a perdu l'odorat et le sens de l'équilibre suite à un AVC survenu en 2006. Sa vivacité est intacte, et il ne peut se résoudre à rester confiné chez lui. L'idée fuse, il imagine. « *Deux roues, une selle et un guidon suffiraient !* », pense-t-il. « *Je suis allé chercher des tubes d'aluminium et des pièces d'assemblage pour fabriquer le premier modèle* ». Les essais sont concluants et la première version du Wellpeddy voit le jour, elle est prévue pour une utilisation extérieure. « *Vous me verriez avec mon truc, vous devriez courir pour pouvoir me rattraper !* », sourit-il.

Cette trottinette est facilement accessible, grâce à une selle basse qui se relève aisément avec un vérin à air comprimé. Il suffit de prendre appui sur le guidon et de la glisser sous soi pour s'y asseoir, faire remonter la selle jusqu'à hauteur naturelle du bassin et de pousser sur ses jambes pour se déplacer. « *Cet appareil permet de conserver la verticalité du corps tout en supprimant 90 % de son poids. Ce sont des avantages majeurs, d'autant qu'avec le geste de la marche, la circulation plantaire est respectée. C'est le seul appareil sur lequel on peut marcher en position assis-debout, voilà la véritable invention* », détaille Jacques Blosseville.

MÉDAILLÉ D'OR AU CONCOURS LÉPINE

Avec son nouvel engin, le voilà reparti à l'aventure. « *Je ne voulais pas relancer une boîte à mon âge, mais un ami m'en a demandé un. Il y en a eu un deuxième puis une dizaine. J'ai fini par le présenter au concours Lépine pour que les gens l'essayent et pour observer leurs réactions* ». Il en repartira en 2010 avec la médaille d'or, la troisième de sa vie ! La première a été remportée pour le scriber, une sorte de panneau de bois dans lequel des petites notes peuvent facilement être glissées et enlevées. L'ANPE lui en commandera 27.000 à la fin des années soixante. La deuxième médaille d'or Lépine récompense en 1987 le perspectotrace, un instrument capable de dessiner les perspectives. Si ces deux premières inventions n'ont pas survécu à l'ordinateur, le Wellpeddy pourrait bien révolutionner la mobilité des personnes âgées.

En 2011, il remporte sa quatrième médaille d'or en présentant une seconde version du Wellpedy, cette fois destinée à la mobilité à l'intérieur d'un espace confiné. Le principe reste le même, mais avec quatre roues directionnelles. « *C'est stable et on peut tourner sur soi même dans 80 cm², ce qu'aucun autre appareil ne permet, surtout pas le déambulateur* », dit-il en accomplissant la démonstration dans sa petite cuisine. Dans son salon, il peut accéder aux objets situés en hauteur et s'asseoir sans difficulté dans son fauteuil. « *On ne s'en rend pas compte, mais il faut faire de nombreux mouvements pour s'asseoir. Passé 70 ans, cela devient douloureux. Maintenant, je peux aller vers mon fauteuil en arrière, baisser la selle et me glisser dedans. Cette position de transfert est aussi valable dans les toilettes* ».

Avec quelque 250 exemplaires vendus, il ne profite guère de la silver économie (voir article précédent) et regrette qu'elle se tourne presque exclusivement vers l'informatique et les nouvelles technologies. « *Il n'y avait pas grand-chose de prévu pour la mobilité. Pour le corps médical, c'est classé. Il y a le déambulateur puis les fauteuils roulants, qui sont des appareils beaucoup plus gros et qui coûtent plusieurs milliers d'euros* ». Avec quelques associés, il compte bien essayer de promouvoir son objet, car il sait que si son invention a amélioré son quotidien, elle pourrait bien aussi rendre plus douce la vie de milliers de personnes.

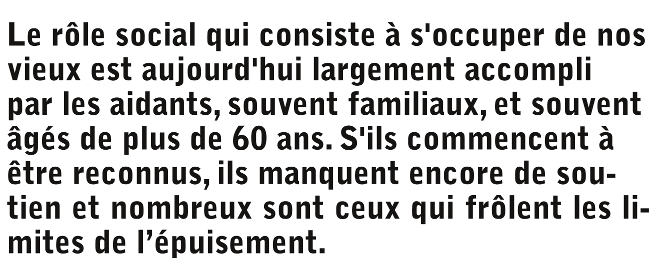
G.



Jane



AIDANTS POUR DÉPENDANTS



Le rôle social qui consiste à s'occuper de nos vieux est aujourd'hui largement accompli par les aidants, souvent familiaux, et souvent âgés de plus de 60 ans. S'ils commencent à être reconnus, ils manquent encore de soutien et nombreux sont ceux qui frôlent les limites de l'épuisement.

Il n'y a encore pas si longtemps que ça, particulièrement dans les campagnes, les différentes générations d'une même famille cohabitaient sous le même toit. S'occuper des anciens ne posait alors guère de questions et ne modifiait pas vraiment les habitudes de chacun. Ce n'était ni idéal ni forcément voulu, mais cela permettait le plus souvent aux vieux de mourir chez eux. Aujourd'hui, ils se retrouvent le plus souvent isolés au moment de leur perte d'autonomie. Cette situation a conduit à d'autres formes de solidarités, où les « *aidants* » se retrouvent en première ligne. Ils sont définis comme des non professionnels qui portent assistance à un proche devenu dépendant, par le fait d'un handicap, d'une maladie dégénérative ou d'un âge très avancé.

Presque quatre millions d'adultes bénéficieraient de l'aide d'un proche. C'est le cas pour un quart des sexagénaires et de la moitié des personnes âgées de 75 ans et plus. Environ 1,2 million de personnes bénéficient de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Seul un faible pourcentage des personnes âgées sont lourdement dépendantes, mais il y aurait en France environ 4,5 millions de personnes qui prennent régulièrement soin d'au moins un proche âgé de 60 ans ou plus, et parmi elles, près de 4 millions qui assurent une présence quotidienne auprès de lui. Les aidants sont majoritairement des femmes, en moyenne âgées de 60 ans, la moitié sont les enfants de la personne âgée et un tiers sont leur conjoint. Cette charge est bien souvent confiée à une seule personne dans une famille, qui, dans presque la moitié des cas, vit avec la personne en perte d'autonomie. Avec des lignées de quatre ou cinq générations désormais fréquentes, les situations de dépendance seront plus nombreuses et concerneront la majorité d'entre nous.

Toutes les familles essaient de trouver des solutions. L'une d'elles est le placement en maison de retraite, mais cela coûte cher et certains ne veulent pas en entendre parler. Cette situation est souvent vécue comme un déchirement pour tout le monde, et la plupart des gens désirent rester chez eux en

cas de perte d'autonomie. Pour cela, il ne reste pas beaucoup de choix, payer des personnels de soins à domicile ou opter pour le soutien familial, qui peut être plus ou moins subi et plus ou moins bien vécu. La pression sociale est forte et un enfant qui ne s'occuperait pas de ses parents sera vu comme indigne, le devoir d'assistance envers ces parents est d'ailleurs inscrit dans la loi. Une obligation morale qui peut avoir de lourdes conséquences pour l'aidant.

LES PETITS MAUX PAS SOIGNÉS

« *Certains disent que c'est venu naturellement, ils ne se disent pas aidants mais seulement pris dans l'engrenage de la maladie* », confie Valérie Blondel, psychologue clinicienne et coordinatrice de la maison des aidants de Grenoble. La fonction d'aidant représente souvent un investissement total, qui frise les limites de l'épuisement. « *Nous avons pu identifier que les aidants se mettaient en danger et que 40 % décèdent avant le proche qu'ils aident. Ils ont aussi leurs propres problèmes et sont confrontés à leur vieillissement. Mais ils se placent au deuxième plan, ils ne font plus attention à leur niveau de fatigue, à leur état de santé. Les petits maux ne sont pas soignés, on se dit qu'il faut tenir pour la personne* ».

Ceux qui viennent à la maison des aidants peuvent se faire aider à leur tour. « *Ils arrivent chez nous parce qu'ils n'en peuvent plus. Ils se sentent un peu coupables et ont l'impression de lâcher mais il ne faut pas trop culpabiliser, il faut savoir se soulager aussi* », remarque la directrice d'une autre maison des aidants à Paris. Différentes propositions et conseils leurs sont prodigués. « *L'enjeu est qu'ils s'autorisent à prendre soin d'eux. L'aidant doit s'arrêter et rompre son isolement quand il ressent les premiers signaux de fatigue, c'est la limite* », remarque Valérie Blondel. Un épuisement variable selon les situations familiales, les ressources et les éventuelles aides reçues.

Mais la psychologue est encore plus inquiète pour les aidants qui ne se font pas connaître. Beaucoup s'occupent d'un proche touché par Alzheimer, une affection qui a ses particularités, tout comme la situation d'aide qu'elle implique. La maladie provoque une perte des repères, des changements de comportements, des démences, les malades peuvent ne plus reconnaître leur appartement ou leur famille… Les phénomènes de répétition et de non prévisibilité sont courants et peuvent finir par user les aidants. Pour souffler un peu, ils peuvent se rendre quelques heures dans des maisons des aidants, où le malade est pris en charge, comme dans les accueils de jour. D'autres solutions existent aussi, comme le placement en famille d'accueil en début de maladie ou le baluchonnage, où une personne extérieure à la famille prend le relais auprès de l'aidant à domicile. L'association France Alzheimer propose aussi des formations gratuites aux aidants.

Ce rôle social est devenu indispensable dans nos sociétés modernes, mais il ne va pas forcément de soi. « *L'alliance, la filiation, ne créent ni la compétence, ni la maturité psychique, ni la motivation nécessaire pour la prise en charge d'une dépendance lourde. On ne s'improvise pas soignant familial le jour de l'accident de santé du parent* », écrit Suzanne Weber dans un ouvrage consacré à la vieillesse. Mais cette pratique est encouragée par l'État : un aidant bénévole à domicile coûte en effet moins cher qu'un placement en établissement ou que le versement d'allocations accordées pour faire intervenir des professionnels. Une économie réa-

TÉMOIGNAGES

PAUL : « LE PLUS DUR, C'EST SURTOUT DE SE RETROUVER SEUL »

Je m'occupe de ma femme, ça a débuté il y a quatre ans avec de petites pertes de mémoire pour utiliser certains appareils, le réveil par exemple. Les diagnostics n'étaient pas très nets, ils parlaient d'une maladie apparentée à Alzheimer. Mais vu ce qu'il se passe maintenant, je crois que c'est très clair. Elle a des délires, des affabulations, elle ne me reconnaît pas certaines fois...

Au début, cela n'a pas changé énormément de choses pour nous, on était en retraite tous les deux. J'ai le temps de m'occuper d'elle. C'était plutôt simple, il fallait lui dire quel jour on était, lui rappeler ses rendez-vous… C'est devenu de plus en plus difficile, j'ai maintenant besoin d'une aide extérieure, d'une aide morale, de gens qui me réconfortent, me donnent quelques solutions. Nous avons quatre enfants, ils viennent assez souvent chez nous mais ce n'est pas très facile, ils habitent tous assez loin.

Ce qui était le plus dur, c'est surtout de se retrouver seul, de ne pas trop savoir que faire et comment réagir. J'ai obtenu de l'aide avec la maison des aidants et l'association France Alzheimer. Ils m'ont donné un livre et quelques règles pour savoir comment réagir face à certaines situations. Mais ce n'était pas merveilleux, il y a loin de la théorie à la pratique. J'ai vu des psychologues et des personnes qui m'ont guidé et il y a des choses qui permettent d'aller mieux, comme les séances de gym douce, basée sur l'équilibre. C'était intéressant dans deux sens, je voyais d'autres personnes dans le même cas que moi et j'ai appris à relever une personne de son lit ou de son fauteuil. Mais les séances sont terminées.

La suite est difficile à dire, on ne sait pas ce qu'il va se passer. J'ai justement un rendez-vous avec la maison de l'autonomie pour savoir quelles aides on peut avoir, des moyens financiers ou des aides à la maison. Je ne donne pas de soin à part les médicaments et aller voir les docteurs. Mais vu l'évolution, il peut y avoir besoin d'une aide plus conséquente. Nous avons simplement une femme de ménage pour le moment.

Cela fait deux semaines qu'elle a des délires assez rapprochés, elle ne me reconnaît pas. Ça s'est arrangé juste avant midi. C'est dur à vivre quand elle a ses délires et qu'on n'arrive pas à s'en défaire, c'est dur quand elle a des affabulations et me prend pour quelqu'un d'autre, qu'elle cherche son mari... Mais on sait que c'est la maladie, il faut essayer de relativiser.

lisée sur le dos de ces aidants, souvent aidantes, qui accomplissent un travail remarquable, mais qui peut aussi entraîner de graves préjudices personnels. Le droit au répit pour les aidants est reconnu par la loi, mais les modalités pratiques ne sont pas encore fixées. S'il y a bien une reconnaissance progressive des aidants, les différentes mesures ne sont pas encore à la hauteur. Car si les aidants sont les seuls à posséder l'intimité de l'autre, la charge des soins ne devrait en aucun cas reposer sur une seule personne.

Guillaume

MARCELLE, 82 ANS :

« JE SENS QU'IL VA FALLOIR QUE JE LE PLACE »



C'est difficile, il faut bien l'avouer, plus ça va et plus mon mari s'enfonce dans une maladie dont on ne guérit pas. On en arrive au fait qu'il ne fait plus grand chose de lui même. Je m'occupe de tout, sauf le matin où une infirmière vient l'habiller et le laver. Je vais le garder le plus longtemps possible, il me semble qu'il est mieux là plutôt que dans un endroit à ne rien faire avec d'autres qui sont dans la même situation que lui.
La maladie a été reconnue en 2010, je m'en doutais, les premiers signes dataient d'il y a 25-30 ans. Il savait toujours très bien raconter et trouver des explications logiques à certains problèmes. J'étais un peu crédule, naïve. Ça s'est aggravé en 1998 avec une dépression et trois mois en psychiatrie. Il n'a jamais voulu me dire ce qu'il avait. Il s'était sauvé, je l'ai retrouvé mais il voulait demander le divorce. J'étais beaucoup attachée à lui à l'époque, je le suis moins maintenant. Mon mari est presque un étranger pour moi, ce n'est plus l'homme que j'avais connu.
La maison des aidants peut l'accueillir 10 demi-journées par an. Ce qui est ennuyeux, c'est qu'on ne peut pas agir sur l'urgence, il faut prévoir la veille ou bien avant. Mais j'ai de la chance, je peux aussi le mettre deux fois par semaine au centre de jour. Je n'en abuse pas mais ça me rend énormément service quand j'ai besoin de faire quelque chose. Demain, je vais aller chez le cordonnier, faire des courses, prendre un rendez-vous chez le coiffeur. J'essaie de rester un peu coquette tant que je peux. J'encadre aussi des cours de couture une fois par semaine.
Les autres jours, je m'en occupe 24h/24. Je le rase, met son pyjama, fais monter l'étage, prépare les repas, lui coupe la viande et je fais le ménage. Il est incontinent complet, alors que c'était juste urinaire avant. Je dois m'occuper de lui quand je rentre dans la chambre et qu'il est sale. C'est comme un bébé, sauf qu'il pèse 101 kg et 1,80 m. Et je fais tout le reste aussi, le secrétariat, la cuisine, le ménage, le jardin...
Il est très opposant, c'est le plus difficile avec lui, je ne sais pas s'il a encore un brin de raisonnement dans la tête. Il ne reconnaît plus ses enfants, je vois bien aussi qu'il ne me reconnaît pas toujours. Je vois que la maladie gagne, c'est une maladie horrible avec aucun espoir de guérison, les malades ne peuvent plus beaucoup parler. Avant, on appelait ça la démence sénile, ils retombent en enfance.
Là, je sens qu'il va falloir que je le place. Tous le monde me le dit, je vais m'épuiser à vouloir m'occuper de lui. Je me prive de plein de choses, d'une opération de la cataracte par exemple, je dois attendre qu'il soit placé. Mais ça coûterait 2.675 € par mois, ça lui prend toute sa retraite et une partie de la mienne, vous vous rendez-compte ? Ça serait ennuyeux de demander aux enfants, mais ça pourrait être une solution si je n'ai pas le choix. Il n'y a pas assez de structures adaptées, il faut attendre au moins trois ans pour avoir une place. Du coup, 77% des malades d'Alzheimer sont à domicile.

« JE SENTAIS QUE J'ALLAIS CRAQUER, QUE J'ALLAIS ÊTRE TROP DURE AVEC ELLE »

J'ai pris ma maman chez moi dès que j'ai été en retraite. J'étais toute seule, maman avait besoin de quelqu'un. Ça s'est fait de façon naturelle, ma sœur et mon frère ont des enfants. J'ai ressenti qu'elle en avait besoin. Elle avait déjà des difficultés mais Alzheimer a été diagnostiquée deux ans après. Elle marchait, on avait des conversations, mais elle n'était plus trop capable de gérer le quotidien. Elle s'est dégradée petit à petit. On allait dans des associations, par exemple pour accompagner des aveugles se promener, mais on a arrêté quand elle a eu des difficultés à se mouvoir. Je l'ai mise dans un centre de jour deux fois par semaine pour avoir deux jours à moi. Pendant ce temps elle était gardée par des personnes compétentes. Quand elle était chez moi, j'y mettais toute mon énergie, c'était une attention de tous les instants.
Après six ou sept ans, les mêmes questions revenaient sans cesse dans la bouche de ma mère. Je m'énervais et j'en étais à me dire que j'étais à la limite de la maltraitance. Je sentais que j'allais craquer, que j'allais être trop dure avec elle. Je touchais mes limites au niveau de la prise en charge, il fallait passer le relais. J'ai demandé à ma mère si elle voulait bien partir en maison de retraite, car sinon, je lui disais qu'il y aurait deux malades à la maison. Le premier Ehpad ne lui a pas plu, mais elle était contente au deuxième. Elle a 94 ans aujourd'hui. Je vais la voir deux fois par semaine, elle est en fin de vie. C'est une bonne équipe qui s'occupe d'elle, avec un esprit du soin à tous les niveaux.

POUR UNE SOCIÉTÉ « SANS MIROIR ASSASSIN »



Suzanne Weber, 87 ans, est l'auteure d'Avec le temps… De la vieillesse dans les sociétés occidentales et de quelques moyens de la réhabiliter (Los Solidarios, les éditions Libertaires). La militante libertaire ancienne professeure de mathématiques, analyse les difficultés d'être vieux dans notre société moderne.

QU'EST-CE QUE L'ÂGISME, COMMENT SE MANIFESTE-T-IL?

L'âgisme, comme toutes les formes de racismes, se base sur des stéréotypes, qui sont les négatifs des normes sociales de performances et de compétitivité. Les vieux sont vus a priori comme handicapés, séniles, impotents physiques. Bref, comme déficitaires par rapport aux exigences de notre société ! Toute personne âgée peut être suspectée de sénilité, à l'occasion d'un oubli banal, de clés par exemple. Ce qui ne lui remontera pas le moral… En effet, les personnes âgées intériorisent souvent l'âgisme et risquent de perdre confiance en elles-mêmes. Cela d'autant plus que l'on n'accorde plus aucun crédit à ses paroles. Cela peut être dramatique en cas de maltraitance, car sa plainte sera systématiquement entachée d'un doute.

COMMENT LES FAMILLES S'OCCUPENT-T-ELLES DES VIEUX ?

Contrairement aux familles étendues (familles rurales de jadis), où l'investissement parental était plus diffus en raison des fratries nombreuses et de la forte mortalité infantile, les familles nucléaires forment un espace restreint, sorte de vase clos. Fratrie réduite ou enfant unique, les parents concentrent de fortes attentes sur leurs enfants - qu'ils escaladent l'échelle sociale par exemple, rêve qu'eux-mêmes n'ont pas pu réaliser. Tout cela favorise un climat passionnel et ambivalent à la fois, avec des conflits inévitables qui peuvent ressurgir au moment de l'entrée du parent dans la dépendance, où se produit un phénomène d'inversion des générations. Puis, exténué, l'enfant aidant peut faire le deuil anticipé de son parent et recourir au placement.

QUE PENSEZ-VOUS DU PLACEMENT EN MAISON DE RETRAITE ?

Les maisons de retraite sont des épouvantails pour les personnes âgées, qui peuvent se sentir menacées de s'y retrouver. Le placement est toujours un déracinement, une coupure d'avec leur environnement auquel elles sont très attachées. Elles peuvent aussi craindre une relation de pouvoir avec les soignants ou un environnement humain non choisi, et surtout, l'enfermement et la perte de leurs libertés. C'est atroce d'en arriver à enfermer des gens, fussent-ils déments. Le placement imposé par la famille, le pouvoir médical, ou même consenti - du bout des lèvres - est une violence à l'égard de la personne.

VOUS PARLEZ AUSSI DE SURPROTECTION

Le traumatisme qu'est pour l'enfant aidant l'évolution du parent vers la dépendance peut le conduire à réagir par l'hyper-protection. Pour éviter que le vieux tombe, on l'attache ; pour éviter qu'il perde ses affaires, on les lui confisque. On prend des mesures disproportionnées pour atteindre le risque zéro, qui n'existe pas. On met le vieux sous cloche, sous châsse. Pour l'empêcher de mourir, on le momifie. On vante beaucoup en gériatrie l'utilité des objets connectés, fleuron des technologies modernes. Avec ces objets, on mettra bientôt des bracelets à la cheville des vieux pour les géolocaliser ! Ce qui choque surtout dans l'utilisation de ces produits, c'est que ce sont des outils de surveillance et non des objets que les vieux emploieraient pour se simplifier la vie ou pour s'ouvrir l'esprit. Cette surprotection est aussi une violence envers la personne agée, et la société tout entière est complice de ce complot sécuritaire.

DANS QUEL TYPE DE SOCIÉTÉS FAUDRAIT-IL VIVRE POUR PRENDRE EN CONSIDÉRATION LA VIEILLESSE ?

C'est difficile de l'imaginer, nous pouvons plus facilement repérer les problèmes dans celle dans laquelle nous vivons. Dans une société plus favorable aux personnes âgées, il n'existerait pas de hiérarchie, pas de normes de performances ou de compétitivité. On valoriserait l'humain avant tout, les gens seraient davantage à l'écoute de l'autre. L'acceptation serait plus facile. Il n'y aurait plus de miroir assassin ni ce découpage de la vie en trois tranches : la jeunesse pour apprendre, l'âge adulte pour travailler et la vieillesse pour se reposer. Chacun aurait les activités qui lui conviennent, en fonction de ses capacités. L'âge d'entrée dans la vieillesse est arbitraire, on l'a fixe généralement à l'âge de la retraite. Mais on se construit et se déconstruit sans cesse au contact des autres et de la vie, c'est un processus qui intervient à tout âge, sauf en situation de démence.

Propos retranscrits par Guillaume

LA MORT DOUCE ET CHOISIE : UN DROIT À CONQUÉRIR



Si la loi évolue peu à peu, la France refuse toujours d'accorder aux malades en fin de vie le droit à une mort douce et volontaire, contrairement à plusieurs de ses pays frontaliers.

Depuis de nombreuses années, les sondages réalisés à la demande de l'ADMD, l'association pour le droit de mourir dans la dignité, se suivent et se ressemblent : environ 90 % des Français se disent favorables à ce qu'un médecin puisse légalement mettre fin, sans souffrance, à la vie de personnes atteintes de maladies incurables et insupportables qui en feraient la demande. « *Ce que les Français réclament, ce n'est pas un droit absolu de se donner la mort n'importe quand et pour n'importe quelle raison, c'est la possibilité, lorsque la vie est arrivée à son terme et que la maladie et la grande vieillesse conduisent à la mort, de choisir entre deux façons de mourir. L'une qui leur serait imposée par la famille, les médecins, la religion, et l'autre qu'ils pourraient choisir, librement, lucidement et en conscience* », explique l'ADMD. Mais la loi ne suit pas. Les gouvernements successifs refusent de dépénaliser l'euthanasie, incitant les médecins à la pratiquer en secret, hors de tout cadre réglementaire qui assurerait des droits au patient comme au médecin.

Pourtant, dans d'autres pays, le droit à une mort douce et volontaire, cet « *ultime droit de l'homme* », a été conquis, parfois depuis plus de 10 ans. Chez nos voisins belges, suisses, luxembourgeois et hollandais, l'euthanasie ou le suicide assisté (le corps médical donnant au patient la possibilité de mettre lui-même fin à ses jours) sont autorisés lorsque les souffrances psychiques et physiques deviennent insupportables. La loi encadre strictement la pratique, et « *on ne note pas d'exode des personnes âgées qui auraient peur d'être "assassinées"* », souligne l'ADMD. Dans tous ces États, la création de ce droit s'est de plus accompagné d'un renforcement des soins palliatifs car l'euthanasie n'est qu'une solution parmi d'autres auxquelles peut avoir accès le patient.

LES DIRECTIVES ANTICIPÉES MÉCONNUES

En France, la fin de vie est encadrée par la loi Leonetti de 2005. Celle-ci interdit notamment « *l'obstination déraisonnable* » en permettant au médecin d'arrêter les traitements, en accord avec le patient ou sa personne de confiance et après une discussion collégiale. Elle autorise également l'administration d'antalgiques y compris si cela raccourcit la vie du patient.

« *Cette loi, même si elle est peu appliquée car mal connue du personnel soignant et des patients, a révolutionné les pratiques médicales* », estime Jean-Marie Faroudja, président de la section éthique et déontologique au sein du Conseil national de l'ordre des médecins. Mais pour les partisans de l'euthanasie, elle n'est absolument pas suffisante. Le « *laisser mourir* », parfois de faim et de soif lorsque l'arrêt des traitements signifie également l'arrêt de l'alimentation et de l'hydratation, ne correspond pas à une mort douce et digne. Et rares sont les personnes qui savent que la loi Leonetti, a introduit les directives anticipées, qui permettent à chacun de définir ses souhaits quant à sa fin de vie dans le cas où il ne serait pas possible de les exprimer à ce moment là. Seuls 2 % de la population a rédigé ses direc-

> « LE LAISSER MOURIR, PARFOIS DE FAIM ET DE SOIF, NE CORRESPOND PAS À UNE MORT DOUCE ET DIGNE »



Peu à peu, la législation restreint l'acharnement thérapeutique. Mais la France, contrairement à plusieurs de ses voisins, refuse toujours de dépénaliser l'euthanasie.

tives anticipées et celles-ci ne sont jusqu'à présent pas contraignantes pour l'équipe médicale.

En décembre 2014, un rapport parlementaire a proposé des aménagements à ce texte, qui devraient déboucher sur une nouvelle proposition de loi en 2015. Ils prévoient notamment de rendre les directives anticipées contraignantes et d'autoriser la sédation terminale, c'est-à-dire l'endormissement du patient jusqu'à sa mort, lorsque celui-ci, ou à défaut sa personne de confiance ou son entourage a donné son accord. L'ADMD en dénonce l'hypocrisie : « *si elle est bien pratiquée, la sédation ne dure que quelques heures et s'apparente à l'euthanasie. Mais lorsqu'on utilise les mauvais produits ou des doses insuffisantes, la mort ne survient qu'après plusieurs jours, voire plus d'une semaine. C'est une mort insupportable, autant pour le patient que pour ses proches* », estime Jacqueline Jencquel, administratrice de l'association.

DES EUTHANASIES DISCRÈTES

Mais la mesure était demandée par le Conseil national de l'ordre des médecins : « *la sédation se pratique déjà pour soulager les patients de douleurs réfractaires aux traitements. En donnant un cadre légal à la sédation profonde, c'est-à-dire la possibilité de plonger le patient dans un état comateux, on donne les moyens au médecin de soulager la patient à tout prix. Mais ce n'est pas une euthanasie, puisqu'on ne décide pas de la mort du patient ni de son moment* », indique Jean-Marie Faroudja, satisfait de cette proposition. Cette institution s'est en effet toujours positionnée contre l'euthanasie ou le suicide médicalement assisté au motif que le médecin n'a pas à donner la mort, serment d'Hippocrate à l'appui. Et cela, même si un sondage réalisé en 2013 indique que 60 % des médecins interrogés se disent favorables à la dépénalisation de l'euthanasie. Pour Jean-Marie Faroudja, ce chiffre ne reflète que la méconnaissance qu'ont les médecins de la loi Leonetti. Le Conseil national a même récemment radié le Docteur Nicolas Bonnemaison qui avait été relaxé par la cour d'Assises des Pyrénées-Atlantiques pour avoir abrégé la vie de sept de ces patients âgés et gravement malades.

Mais le Conseil de l'ordre n'est pas le seul opposant à l'euthanasie. Pour Jacquline Jencquel, « *les hiérarchies religieuses et les lobbys pharmaceutiques qui vendent de l'espoir aux malades, par exemple des chimios qui ne servent plus à rien ou la promesse du paradis s'ils acceptent de souffrir sans abréger leur vie* » expliquent aussi l'entêtement des législateurs à refuser aux citoyens la reconnaissance de leur droit à décider librement, en conscience, de leur fin de vie. En l'absence de législation autorisant l'aide active à mourir, l'association est confrontée tous les jours à des situations dramatiques, tels que des suicides ou des euthanasies opérées en secret (comme les avortements du temps où ils étaient interdits). Des actes qui contribuent à cacher et dramatiser la mort, alimentant le tabou qui règne autour de cette question.

MORTELS EXILS

S'il est impossible de connaître les chiffres, nombre de Français partent pour mourir en Suisse ou en Belgique, de façon plus paisible, en présence de leurs proches lorsqu'ils le souhaitent. Mais devoir s'exiler pour mourir n'est pas accessible à tous. Ainsi, en Suisse, il faut compter entre 5.000 et 9.000 € suivant l'organisation qui prend en charge le suicide assisté (l'euthanasie reste interdite en Suisse). Et le voyage est souvent pénible pour des personnes très affaiblies. Quant à la Belgique, il faut être suivi depuis plusieurs années par un médecin belge pour bénéficier du droit à l'euthanasie ; ce sont donc surtout des frontaliers qui se tournent vers cette option. Pour Jean-Luc Romero, président de l'ADMD, il est temps qu'en France aussi, ce droit soit ouvert aux femmes et aux hommes qui « *ne veulent pas risquer d'être infantilisés ni drogués dans les derniers instants de leur vie, ceux précisément qui réclament le plus de lucidité pour dire au-revoir à leurs amours et à leurs amis* », écrivait-il dans une tribune de 2011.

Texte: Sonia

Dessin: Stouff (http://deuxmainsgauchesblog.tumblr.com)

OÙ LA VIEILLESSE SE MEURT

Mourir de sa « belle mort », sans souffrir, chez soi et pendant son sommeil… Qui n'a pas souhaité cela pour sa fin ? Malheureusement, les statistiques ne vont pas dans ce sens. Dans son rapport de 2014, l'Observatoire national de la fin de vie constate que 13.000 personnes âgées de plus de 75 ans meurent chaque année aux urgences, et qu'un suicide sur trois concerne les gens de plus de 65 ans. De plus, près de 80% des demandes d'admission en unités de soins palliatifs reçoivent une réponse négative par manque de moyens, et alors que 81% des Français souhaitent mourir chez eux, seuls 25.5% décèdent à domicile.



TEMPÊTE DE SABLE AU DÉSERT BLANC



Sahara, mai 2012

Moumou, Ahmed, M. Fly

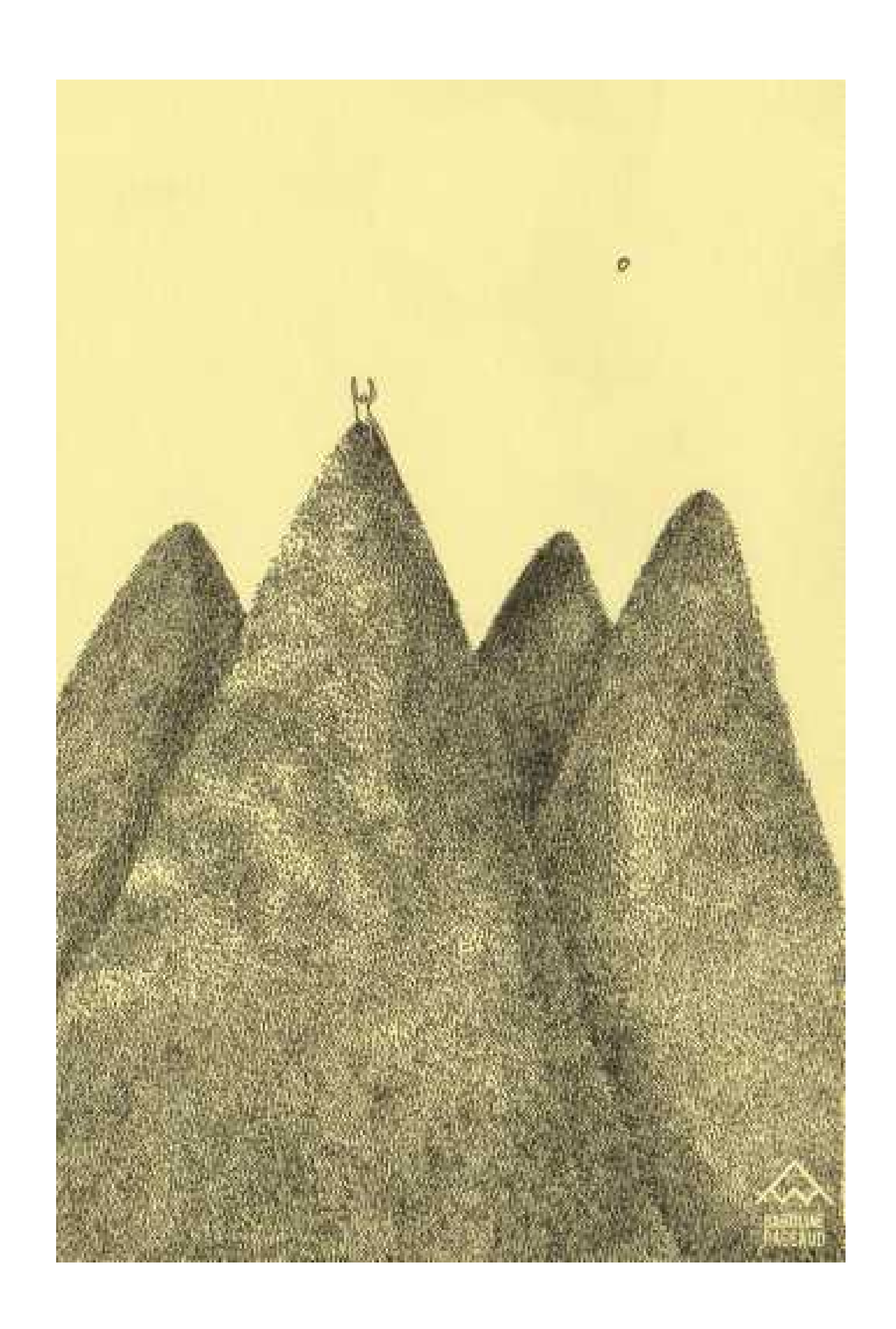
Dans le désert blanc, entre les oasis de Siwa et de Al-Bahariya en Égypte, les strates de grès et de calcaire s'entremêlent. L'érosion a sculpté un paysage lunaire, spectacle fascinant de dômes, cheminées aux formes évocatrices qui prennent une tournure plus inquiétante quand la tempête s'en mêle. Nous voilà plongés dans une autre dimension.







Le ciel s'assombrit, nous installons le campement sous les premières rafales, le sable burine, fait mal, et notre auvent s'envole. Les tempêtes sont rares, mais c'est pourtant notre deuxième en quelques jours. Nous finissons enroulés dans des tapis, ensevelis comme le feu. Le lendemain, nous quittons ces contrées magiques , la tête ensablée de souvenirs du désert blanc et du désert noir traversés.



RETOUR VERS LA CONSIGNE



Programme Boréal

En France, la culture du tout jetable a eu raison de la consigne. Mais face aux exigences environnementales et sous l'impulsion de collectivités locales débordées par les tonnes de déchets, elle refait aujourd'hui timidement surface.

Pour les plus jeunes, la consigne est souvent associée au gobelet distribué en festival qu'il faut rapporter à la fin pour récupérer son euro. Pour nos voisins belges, suisses, allemands, danois, etc., elle correspond encore à une réalité bien ancrée, y compris pour certaines bouteilles en plastique. En France, les plus de quarante ans se souviennent qu'elle était une pratique courante et que la plupart des commerces disposait d'une machine à déconsigner, qui rendait de la menue monnaie en échange des bouteilles vides. Alors pourquoi a-t-elle disparu malgré ses avantages écologiques indéniables ?

« *Les années 1960 sont marquées par l'automatisation de la production industrielle. De nouveaux produits inondent le marché, le concept du jetable fait son entrée et la société de consommation s'installe progressivement* », analyse le Cniid, le Centre national d'information indépendante sur les déchets devenu depuis Zero Waste France. La publicité met en avant l'aspect pratique et hygiénique du verre à usage unique, et « *même si c'est un peu plus cher, cela fonctionne parce que c'est considéré comme une nouveauté bien pratique* », indique Laura Caniot, spécialiste du sujet chez Zero Waste France.

TROP DE DÉCHETS

Mais assez rapidement, les emballages s'accumulent. En 30 ans, leur volume est multiplié par deux, jusqu'à représenter 50 % des déchets ménagers dans les années 1990, constate l'Agence de l'environnement et de la maîtrise d'énergie dans une étude publiée en 1993. Pour les collectivités locales, qui ont en charge le coût de traitements des déchets, cela devient de plus en plus cher. Dans le Nord, une étude chiffre par exemple à 13,63 centimes d'euros le cout de traitement d'un kilo de verre. Cette matière représente environ 50 kg par an et par personne de déchets, auxquels s'ajoutent tous ceux jetés dans la nature, environ 500 kg/km selon certains services de nettoyage.

Les industriels, responsables de l'accroissement des déchets, sont mis pour la première fois à contribution en 1992. Trois choix s'offrent alors à eux : soit ils organisent un système de consigne pour réutiliser les emballages, soit ils collectent eux-mêmes les déchets de leurs produits, soit ils s'acquittent d'une contribution auprès d'Eco-Emballages, une entreprise privée agréée par l'État qui lui

Ce point vert est attribué par Eco-Emballages aux entreprises qui s'acquittent d'une contribution pour la collecte et le recyclage de leurs déchets d'emballages. La création de ce système, en 1992, a marqué l'arrêt de la consigne en France.

UN ATOUT ÉCOLOGIQUE INDÉNIABLE

Une étude indépendante réalisée en 2009 sur les bouteilles de bière en Alsace démontre les bénéfices de la consigne, et les résultats sont sans appel. A partir de seulement deux réutilisations, la bouteille consignée a de meilleurs résultats que la bouteille a usage unique sur tous les critères étudiés : consommation en énergie, émission de gaz à effet de serre, production de déchets et acidification de l'air. L'analyse du cycle de vie, qui prend en compte tous les paramètres depuis la production de la bouteille jusqu'à sa fin de vie, montre ainsi qu'une bouteille de bière de 75cl consignée et réutilisée 20 fois (ce qui correspond à la moyenne réelle) demande 76% d'énergie de moins que son homologue recyclée, émet 79% de moins de gaz à effet de serre et génère 92,5% de déchets en moins. Même la consommation d'eau est réduite : l'étape de lavage du verre consignée est moins gourmande en eau que la production de verre, qui doit de toute façon être rincé avant remplissage.

confie la charge d'organiser le recyclage des déchets d'emballages. Le montant à régler est fonction du poids et du nombre d'emballages produits par l'entreprise, et peut être minoré si des efforts sont faits pour faciliter leur recyclage.

Alors que les deux premières solutions demandent aux producteurs d'emballages de prendre en charge la totalité du coût de traitement, ce n'est pas le cas pour cette dernière option. « *La somme versée par les producteurs d'emballages ne correspond pas au coût réel de leur recyclage. C'est beaucoup moins cher et c'est donc l'option que tous les industriels ou presque vont choisir* », explique Laura Caniot. Les industriels peuvent alors apposer sur leurs produits le fameux « *point vert* », ce logo à deux flèches entremêlées laissant penser que le matériau est recyclable ou recyclé, alors qu'il signifie seulement que le fabriquant de l'emballage assume une partie des coûts de sa collecte et de son traitement. Cette contribution doit permettre à Eco-Emballages de couvrir 80 % des coûts nets d'un service de tri et collecte. Les industriels la répercutant sur le prix des marchandises, le consommateur est le grand perdant de l'opération : il paye plus cher son produit, et contribue encore au coût de la collecte au travers de ses impôts locaux.

EN ALSACE, LA CONSIGNE A PERDURÉ

Il existe pourtant des alternatives à ce système qui favorise les industriels et les montagnes de déchets. Les cafés, hôtels et restaurants ont conservé la pratique de la consigne et 40 % des bouteilles en verre et des fûts de bière sont ainsi réutilisés. Cela permet chaque année d'éviter la production de 500.000 tonnes de déchets. Et l'Alsace aussi résiste à la bouteille en verre à usage unique. Trois brasseurs y ont maintenu la consigne pour les particuliers : Kronenbourg, Meteor et Heineken, qui ont mutualisé leurs bouteilles de bière.

Dans cette région, la consigne de bouteilles de bière fonctionne très bien, car « *les distributeurs sont en grande majorité équipés de machines de déconsignation et les consommateurs traditionnels des produits emballés dans du consigné connaissent le principe et assurent un taux de retour d'au moins 95 %* », indique une étude sur le sujet (voir encadré). Mais si les Alsaciens n'ont pas oublié le geste de la consigne, d'autres souhaitent le retrouver. Un sondage IPSOS réalisé dans le Nord de la France montre que 68 % des personnes interrogées se disent favorables au retour de la bouteille consignée. « *Ce n'est pas de la nostalgie. C'est une mesure de bon sens* », analyse Mikael Schneider, animateur du Réseau Consigne, qui coordonne plusieurs expérimentations en France.

Le principe de la consigne a enfin été inscrit dans le nouveau Programme national de prévention des déchets pour 2014-2020. Celui-ci préconise « *dans les filières où c'est pertinent, d'étudier si et dans quels cas des systèmes de consigne pour réemploi peuvent être pertinents, et le cas échéant, de donner aux éco-organismes [tel qu'Eco-Emballages] des objectifs liés au développement de tels systèmes* ». C'est encore bien timide mais l'idée fait mouche. « *Ce sera une bataille* », annonce Zero Waste France. D'autant qu'Eco-Emballage est un lobby puissant qui voit d'un mauvais œil un éventuel retour de la consigne : « *sa mise en place nécessiterait de financer un nouveau dispositif de collecte et de logistique qui ne concernerait par ailleurs qu'une partie des emballages déjà bien recyclés et qui entrainerait une hausse des coûts pour les consommateurs* », argue l'éco-organisme.

Pour enclencher la pratique, Zero Waste France pilote un groupe de travail qui doit rendre ses résultats en juin 2015. Il étudie notamment les quelques expérimentations ayant cours en France : des viticulteurs en Côte d'Or, en Provence et dans le Saumurois, ainsi que le programme Boreal qui vise à implanter une unité de déconsignation dans le Nord (voir encadré). « *Aujourd'hui, le pratique manque cruellement. Lorsqu'on aura des retours concrets sur l'expérimentation, d'ici huit mois, on pourra faire bouger les choses. Il faut favoriser les*



Publicité pour une huile en 1963 : "C'est plus sûr, non consignée, la bouteille ne sert que pour vous, elle ne sert qu'une fois"

actions volontaristes, c'est déjà un bon premier pas », estime Laura Caniot.

Toutes ces expérimentations sont soit initiées soit soutenues par les collectivités locales, qui espèrent ainsi réduire leurs coûts de gestion des déchets ménagers. Mais la consigne peut également être attractive pour les producteurs. « *Les expérimentations en cours sont rentables. Par exemple des viticulteurs dans le Var payent 30 centimes la bouteille neuve contre 0,14 € la bouteille consignée et lavée* », explique Mikael Schneider. D'autant qu'avec la hausse du prix de l'énergie, fabriquer une bouteille en verre va devenir de plus en plus cher.

LE VRAC, NOUVEAU MARCHÉ POUR LA CONSIGNE ?

Cependant, la remise en place d'un système de consigne est coûteux et nécessite de repenser tout l'appareil industriel. Le verre doit être un peu plus épais pour résister plus longtemps, la colle des étiquettes doit être hydrosoluble pour partir au lavage, il faut équiper le territoire d'unités de stockage et surtout de laveuses afin que le transport jusqu'au lieu de remplissage n'excède pas 260 km, seuil fixé par l'Ademe pour que la consigne reste intéressante économiquement et écologiquement.

Sans attendre les résultats d'expériences, quelques entrepreneurs s'attaquent déjà au marché, comme Gérard Bellet, qui a fondé. Jean Bouteille, une entreprise de bouteilles consignées destinées à la vente de liquides en vrac. Le système surfe sur la mode de la vente en vrac et y allie la consigne à l'ancienne : les magasins partenaires disposent d'une embouteilleuse et de bouteilles siglées Jean Bouteille que leurs clients remplissent eux-mêmes. L'embouteilleuse imprime une étiquette indiquant la nature et l'origine du produit ainsi que sa date limite de consommation. Une fois vidée, ils la rapportent au magasin qui leur échange contre une propre. À charge pour Jean Bouteille de récupérer la bouteille sale, de la laver, et de la retourner au magasin. Si le client ne veut pas remplir à nouveau sa bouteille, il la rend et récupère sa consigne.

Si le système permet de redonner une vie à la consigne, il n'apporte pas grand intérêt dans le cas de la vente en vrac, un secteur où les clients ont l'habitude de réutiliser leurs propres contenants, qu'ils lavent eux-mêmes. Gérard Bellet, lui, justifie le lavage obligatoire de la bouteille par l'unité industrielle à chaque réutilisation par le fait que « *ce n'est pas facile et contraignant de laver soi-même ses bouteilles et les producteurs sont réticents à ce que les clients achètent leur liquide dans une bouteille sale, qui risquerait nuire à la qualité du produit* ».

Une autre piste pour remettre la consigne au goût du jour pourrait être de ne pas la limiter uniquement au réemploi, c'est-à-dire au remplissage, mais d'ouvrir le principe au recyclage. L'objectif serait alors d'améliorer le taux de collecte de certains produits, et de diminuer le taux de déchets d'emballages abandonnés sur les bords de route. « *On pourrait aussi envisager une consigne sur les piles* », suggère Laura Caniot de Zero Waste France. « *C'est affligeant qu'on ait encore seulement une pile sur trois de collectée lorsque l'on sait les dommages environnementaux que cause une pile mise en décharge* ».

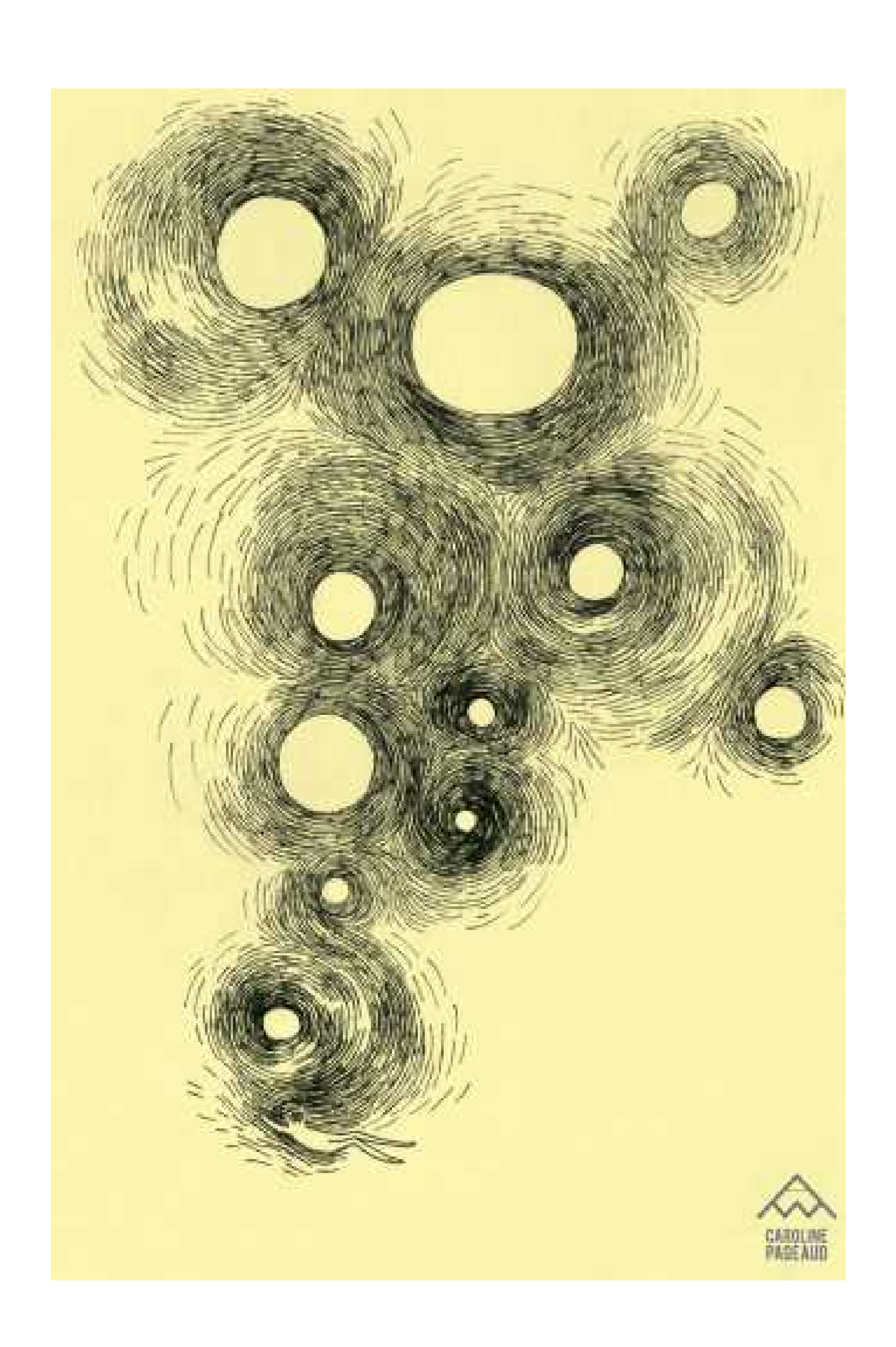
Sonia



Programme Boréal

LE KIOSQUE À VERRE DU PROGRAMME BORÉAL

En janvier 2015, trois territoires du Nord-Pas-de-Calais (Hainaut, Ostrevent et Cambrésis) vont se doter d'un nouvel appareil : un kiosque à verre. Inspiré des modèles existants en Europe (photo : exemple en Grèce), celui-ci sera installé par le Programme Boreal (Baisse des ordures résiduelles par l'action locale) qui vise à réduire les déchets sur ce territoire. Les particuliers pourront y rapporter toutes leurs bouteilles vides en verre, et se verront gratifier de quelques centimes en fonction de la nature de la bouteille. Pour celles qui sont déjà consignées au niveau des bars, hôtels et restaurants, les particuliers pourront repartir avec environ 5 centimes d'euros par bouteille sous forme de bons d'achat (la machine offrira aussi la possibilité de convertir cette gratification en don à une association). Pour les autres contenants, destinés à être recyclés, la gratification sera moindre, mais elle existera quand même afin d'augmenter le taux de collecte et réduire ainsi la part de verre dans les poubelles des ménages, qui coûte environ 15 centimes d'euros par kilo à la collectivité. Ce dispositif est une première étape vers la mise en place d'un système de verre consigné. Mais « pour évoluer vers la consigne, il faut une législation, notamment sur le double étiquetage en magasin. C'est une question politique », indique Hervé Mortelette, responsable du programme Boréal.


CAROLINE
PAGEAUD



À ROYBON, EN ISÈRE, CENTER PARCS N'EST PAS LE BIENVENU

Mille cottages en bois, une immense bulle chauffée à 29°C toute l'année pour accueillir piscine et jacuzzi, le tout en plein cœur de la forêt de Chambaran. Le projet de construction d'un village Center Parcs, par le groupe Pierre et Vacances, menace un site remarquable composé de zones humides et d'espèces protégées. Soutenu par la plupart des élus locaux, convaincus par les quelque 697 emplois promis par Pierre et Vacances, le projet devrait voir le jour dans les prochains mois. Les travaux ont débuté fin octobre, pour transformer le site en « *une ville de presque 6.000 habitants* ». L'opposition, elle, s'organise. Début décembre, une manifestation a laissé la place à l'occupation de la zone par une quarantaine de zadistes. Avec le soutien de l'association Pour les Chambaran sans Center Parcs (PCSCP), ils espèrent faire stopper le chantier.

Moins avancés mais tout aussi controversés, deux autres projets de Center Parcs font l'objet d'une contestation : à Poligny (Jura) et au Rousset (Saône-et-Loire). Les opposants dénoncent des subventions publiques, des besoins en eau et une déforestation démesurés.

Source : www.reporterre.net

GRENOBLE DIT ADIEU À LA PUBLICITÉ

C'est la première ville de France à sauter le pas. La mairie de Grenoble, conduite par Eric Piolle (Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes), a décidé de ne pas renouveler son contrat avec le groupe d'affichage JCDecaux. Dès janvier, plus de 300 panneaux publicitaires seront démontés, laissant la place à des arbres et des « *points d'affichage libres* ». Sur ces nouveaux espaces d'expression libre, les habitants retrouveront des informations culturelles et associatives, ainsi que des moyens d'expression d'opinion. La réaction du publicitaire Jacques Séguéla a été violente : « *Je ne comprends pas qu'un maire digne de ce nom prive les commerçants de ce stimulus indispensable. C'est criminel* », a-t-il osé dire.

Source : www.bastamag.net

EN BREF

• Après la ferme des 1000 vaches en Picardie, c'est un centre d'engraissement de **1.000 veaux** qui fait polémique, cette fois sur le plateau des Millevaches, dans la Creuse. Une fois de plus, ce projet, prévu pour les mois à venir, signe la disparition d'une agriculture paysanne. En novembre, un collectif s'est créé pour y faire opposition.

Source : Le Lot en Action

• « *Le recrutement de travailleurs saisonniers étrangers, négocié entre États, a laissé place aux contrats d'intérim transnationaux gérés par des entreprises de travail temporaire et encouragés par l'Union européenne* », explique le magazine Transrural du mois d'octobre dans un intéressant dossier consacré aux nouveaux visages des **migrants saisonniers** en agriculture. Une évolution qui ne s'est pas faite au service de ces travailleurs très précaires.

Source : Transrural-initiatives

• Sur l'**île de Bornéo**, les populations autochtones se battent depuis les années 1980 contre la destruction de la forêt tropicale par des compagnies d'exploitation qui menace leur capacité de subsistance et a des conséquences désastreuses pour l'environnement local. Les espèces végétales et la faune disparaissent rapidement, et l'île se transforme petit à petit en émettrice de gaz à effet de serre. Un comble pour cet emblématique poumon de la planète.

Source : L'An 02

• La revue **Nature et Progrès** publie son numéro 100, à l'occasion des 50 ans du mouvement. L'occasion de revenir sur un demi-siècle de défense de l'agriculture biologique, paysanne et solidaire. Un combat toujours d'actualité pour l'association qui se bat pour une bio tournée « *vers le respect du vivant, l'autonomie des citoyens et le progrès collectif* ».



À ROUEN, L'ÉPHÉMÈRE ZAD URBAINE



Durant deux jours et trois nuits, des cabanes ont jailli dans le centre ville de Rouen. Suite au meurtre de Rémi Fraisse, quelques dizaines de personnes ont décidé d'occuper les lieux. Voici le récit de ces folles journées, telles que les a vécues l'un de ces participants.

Cette manifestation aurait pu ressembler à beaucoup d'autres. Le 4 novembre, à Rouen, près de 300 personnes marchent, silencieusement, bougies à la main et fleur en papier scotchée à la poitrine en souvenir de Rémi Fraisse, tué par une grenade alors qu'il protestait contre la construction du barrage de Sivens. Mais c'était sans compter sur l'audace et la détermination d'une cinquantaine de personnes, persuadées qu'une simple marche n'est pas à la hauteur du meurtre d'un camarade.

Alors que les marcheurs arrivent sur la place du Palais de Justice, un camion s'arrête le long d'un trottoir. Une vingtaine de personnes accourent pour en décharger des palettes et commencer à construire une cabane, sous les yeux médusés des manifestants. La scène est surréaliste et rythmée par le concerto des coups de marteau. Les pans de murs préparés à l'avance sont assemblés, une charpente de fortune est posée, une bâche est tendue. En 15 minutes, la cabane est montée. Dans le même temps, d'autres lisent des textes au mégaphone, tandis qu'une cantine populaire est installée.

Une fois la soupe et les boissons chaudes servies, une assemblée démarre. Rapidement, une personne propose d'occuper la place et demande qui est prêt à y passer la nuit. Une trentaine de mains se lèvent sans hésitation, celles des initiateurs de l'opération, équipés en conséquence. Les autres se regardent, surpris, indécis. Au final, près de 50 personnes resteront sur la place ce soir là. La ZAD urbaine de Rouen est née.

Dès le premier soir de l'occupation, la magie de l'auto-organisation opère. Certains s'isolent sous un abri-bus pour travailler sur un texte commun, d'autres diffusent des photos du Testet grâce à un vidéo projecteur. Des bricoleurs amateurs améliorent la cabane pendant que plusieurs équipes vont chercher du matériel supplémentaire pour en construire d'autres. Une jeune fille propose un appartement situé près de la place pour cuisiner, faire chauffer de l'eau ou se reposer. Chacun déploie son énergie où il le souhaite, sans qu'un superviseur ou un chef ne vienne chapeauter les opérations.

La veille, nous n'étions pas nombreux à penser que nous passerions la nuit. Pourtant, quand je me réveille après avoir dormi une heure sous une couverture humidifiée par la pluie, je réalise que nous sommes encore là. Ceux qui sont partis dormir au chaud viennent prendre le relais et nettoyer le campement. Là encore, des petits groupes s'organisent pour aller imprimer le texte pendant que des occupant(e)s préparent les repas ou parlent aux passants en leur expliquant les raisons de notre présence.

UNE BULLE DE LIBERTÉ EN PLEIN COEUR DE LA MÉTROPOLE

Plusieurs sensibilités sont présentes sur place. Et de nombreux débats ont mis à l'épreuve l'unité du groupe. Certains insistent pour affirmer clairement le caractère pacifiste de l'action. D'autres s'y opposent, refusant de stigmatiser des formes de lutte plus musclées. Partisans d'une société sans Etat, dépourvue d'appareil judiciaire, ils sont nombreux à refuser de formuler une quelconque revendication afin de ne pas légitimer les pouvoirs en place. Certains, au contraire, attendent que le gendarme responsable soit condamné ou que le ministre de l'intérieur démissionne.

C'est le meurtre de Rémi Fraisse qui nous a rassemblé. Mais au-delà de cette colère partagée, qu'est-ce qui nous unit et pourrait nous pousser à avancer ensemble, malgré nos différences ? Un consensus a été trouvé autour de l'idée que, dans les textes communs, n'apparaîtrait rien qui « *hérisse le poil* » aux différentes tendances présentes. Néanmoins, chacun est libre de s'exprimer comme il l'entend sur les murs des cabanes ou dans des textes personnels. Deux éléments forts ressortent du travail de réflexion collectif : d'abord l'idée que la mort de Rémi n'est pas un accident mais la manifestation d'une manière de plus en plus « *radi-*



cale de maintenir l'ordre », la preuve que les oligarques sont prêts à aller jusqu'au bout pour défendre leurs intérêts. Prêts à détruire la nature et tuer ceux qui la protègent. Ensuite, le désir de recréer, sur la place publique et partout où nous le souhaiterons, des espaces de liberté, d'expression et d'organisation horizontale à l'image des ZAD, ces endroits où l'on peut trouver « *le sens après lequel tout le monde court* ». Le terme de ZAD a été choisi, non pas parce que les occupant(e)s désiraient protéger la place du Palais de Justice d'un quelconque projet inutile. Mais parce que, comme à Notre Dame des Landes ou au Testet, s'expérimentent ici des formes d'existence collectives basées sur le partage, l'entraide et l'auto-organisation.

Chaque jour, deux assemblées se tiennent à 13h et 20h. On y discute de questions pratiques (matériel, nourriture, permanences, actions, organisation de soirée…) mais souvent, les mêmes débats reviennent : faut-il se dire non-violent ? Doit-on parler aux médias ? Si oui, sous quelles conditions ? Doit-on revendiquer quelque chose ? Comment réagir si la police intervient ? Aucun vote ne vient clôturer les discussions, ces espaces servent d'abord à mieux nous comprendre et à définir, par tâtonnements, les chemins que nous souhaitons emprunter ensemble.

PREMIÈRES PIERRES

En deux jours et trois nuits, nous avons discuté avec quelques centaines de personnes. Beaucoup se disaient impressionnés par notre courage, notre détermination et l'originalité de notre mode d'action. Quelques-uns nous ont rejoint. Les autres se contentaient de dire « *continuez les jeunes* » et de partager un café avec nous. On nous a aussi qualifié d'utopistes, de rêveurs qui seraient bientôt ramenés à la réalité. Ceux-là ne comprenaient pas que c'est justement cette réalité mortifère que nous souhaitions quitter. Que la bibliothèque, le magasin de vêtements gratuits, les toilettes sèches et les quatre cabanes qui ont fait leur apparition sur la place étaient les premières pierres du monde que nous souhaitions construire, ensemble, sans attendre le grand soir.

« RECRÉER SUR LA PLACE PUBLIQUE DES ZAD, CES ENDROITS OÙ L'ON PEUT TROUVER LE SENS APRÈS LEQUEL TOUT LE MONDE COURT »

Cette ZAD urbaine que nous savions éphémère avait pour ambition d'ouvrir des brèches dans la chape de plomb de la fatalité, de libérer nos imaginaires, de prouver que nous étions capables de nous organiser pour transformer la réalité. Mais il faut être honnête. Malgré tous nos efforts pour bouleverser le cours banal de la métropole, la majorité des badauds sont passés sans s'arrêter. Beaucoup n'ont pas même levé le regard sur le campement, préférant scruter leurs chaussures plutôt que nos cathédrales de palettes.

VIVRE LIBRES, DÈS MAINTENANT

À part quelques rares patrouilles de police, nous avions une paix royale. Nous étions tellement excités par ce qui était en train de se passer que nous les avions presque oubliés. Pour ma part, j'avais l'impression d'être au cœur d'une cocotte minute qui n'allait pas tarder à exploser et à répandre partout le souffle de la liberté. J'écrivais mes articles, posé sous un abri bus ou un bout de bâche, une canette de bière chaude à la main pour lutter contre le sommeil, persuadé que le monde entier attendait des nouvelles de la ZAD de Rouen. J'avais l'impression que

Emmanuel Daniel, qui a écrit ces ligne, est aussi l'auteur du "Tour de France des alternatives"*, publié aux éditions Le seuil-Reporterre (2014)*

nous tenions dans nos mains l'étincelle qui allait peut-être allumer la mèche usée de la révolution. La fatigue mettant à mal ma lucidité, j'avais l'impression que nous étions en train d'écrire une page de l'histoire. Page que les autorités ont mis trois jours à tourner.

LA ZAD DE ROUEN N'EST PAS MORTE

Car ils ont fini par se réveiller. La mairie a d'abord envoyé des émissaires pour nous proposer une salle en échange de notre départ. Face à notre refus, c'est un huissier qui est venu nous signifier l'expulsion. Nouvelle qui n'a inquiété personne, nous nous savions déjà hors la loi. Le jeudi soir, un concert et une assemblée était organisés. Je n'étais pas à Rouen cette nuit là mais suivais les événements à distance. À 4h20, je reçois un message : « *Ils sont là. Quatorze camions à première vue* ». « *Ils* », ce sont bien sûr les CRS. Puis à 4h28 : « *Ils ont chargé avec une violence considérable. Matraque et lacrymo à volonté* ». En quelques minutes, les forces de l'ordre mort ont ramené la place du palais de Justice à sa banale morosité. Ils ont chassé le « *désordre vivant* » que nous représentions.

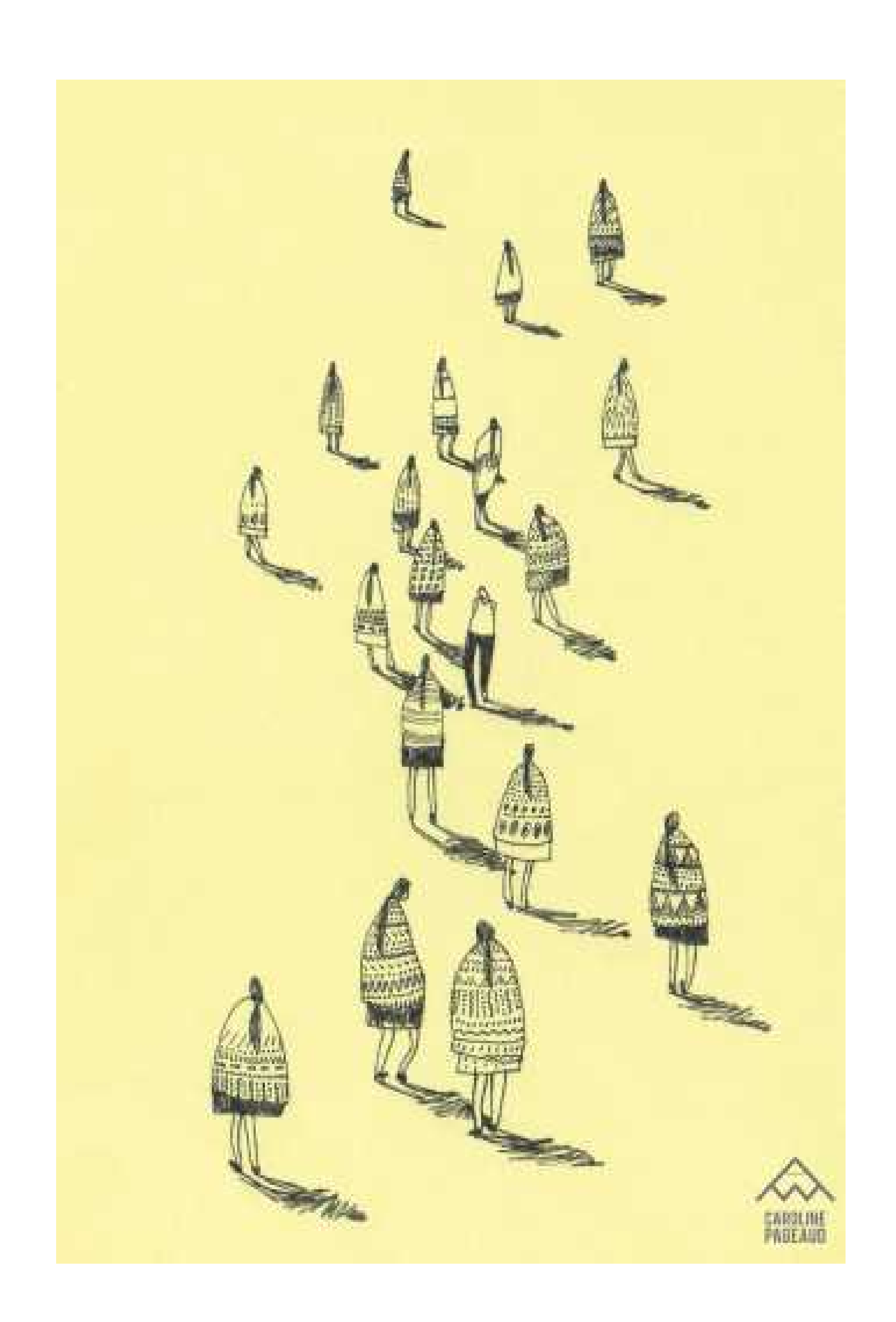
Mais s'il n'y a plus de cabanes et d'occupants pour donner vie à cette place, la ZAD de Rouen n'est pas morte. Cette expulsion ne marque pas la fin du mouvement, elle vient au contraire confirmer sa puissance subversive. Cette occupation n'était qu'une bataille qui en a rendu d'autres possibles. D'abord, elle a permis de regrouper des habitants de Rouen qui jusque là étaient séparés par le « *narcissisme des petites différences* » et se jugeait mutuellement trop ou pas assez radicaux. Cette mobilisation a eu le mérite de les aider à dépasser leurs querelles idéologiques pour leur faire réaliser ce qu'ils avaient en commun, une rage contre un monde absurde et une volonté d'en construire de nouveaux dès maintenant.

> « CE COUP D'ÉCLAT NOUS A RASSURÉS SUR NOS CAPACITÉS À RÉALISER L'IMPOSSIBLE »

Avant et pendant l'occupation, des liens se sont créés. Le fait d'appartenir à un même groupe bravant la météo, la police et la légalité développe la solidarité plus rapidement et fortement que des heures de discussions. Nous avons (re)découvert notre capacité à nous organiser de manière non hiérarchique. Ce coup d'éclat nous a rassurés sur nos capacités à réaliser l'impossible. Il a développé notre audace et renforcé notre confiance ainsi que notre envie d'agir dès aujourd'hui plutôt que de subir. Il a permis de révéler notre puissance potentielle, notre capacité individuelle et collective à transformer le réel. Et chose importante, malgré la fatigue et le froid, nous avons pris du plaisir. Plus que jamais, pendant ces trois jours et ces deux nuits, nous nous sentions vivants. Et ce n'est pas les coups de matraque des CRS qui éteindront notre désir de vivre, dès aujourd'hui, « *comme si nous étions déjà libres* ».

Emmanuel Daniel





LES BILLETS D'HUMEUR DU PRINCE RINGARD

PENDEZ LES HAUT ET COURT

Ayant suffisamment de papier pour me torcher le cul, je n'ai pas acheté le livre de Zemmour (Le suicide français). La petite crotte fascisante rejoint dans la pensée profonde les merdes soraliennes, dieudonistes ou lepénistes. Toutes ces boules puantes imprégnées de racisme envahissent les médias et polluent les tronches. Zemmour défend le régime de Vichy et il en profite pour revisiter l'Histoire à la manière d'un gros con qui ne sait pas ce qu'il fait mais qui sait très bien où il va. Au bout de sa logique il y a le prix Nobel de la paix pour Pétain ? À part ça les "sans-dents" se battent pour survivre, quant au trio de branquignoles : Hollande, Valls et Macron, il est à la démocratie ce que Johnny Halliday est à la théorie sur la relativité. Les pilotes d' Air France sont en grève, je vous demande une minute de silence pour ces pauvres miséreux qui ne gagnent que dix mille euros net par mois pour trois jours de boulot par semaine. Par les temps qui courent, les culs qui traînent et les couilles qui pendent, tout ceci n'est pas banal.

FINKIELKRAUT : UNE GROSSE BURNE EN HABIT VERT

Pour Finkielkraut le populisme dégoulinant n'est pas un vain mot. Il déclare au sujet des Beurs : "Accent qui n'est plus français". Au sujet de l'équipe de France de foot : "C'est une équipe black, black, black, la risée de toute l'Europe". L'académicien explique à sa manière la montée du FN : "Si la population a voté pour le FN c'est parce que la maison de l'instituteur est devenue une mosquée, le restaurant savoyard un kébab, la boucherie est devenue halal, c'est un tout petit peu inquiétant". Cela prouve une chose, c'est que les cons sont partout, même à l'académie française.
D'autres grosses burnes l'ont précédé, petit inventaire pervers : Bourdouleix, maire de Cholet au sujet des Roms : "Hitler n'en a peut-être pas tué assez". Olivier de Kersauzon au sujet des femmes : "Le baisemain c'est un bon début, ça permet de renifler la viande". Si ce mec vient vous serrer la main, mettez des gants pour éviter la connerie sexuellement transmissible. Marcel Bigeard au sujet du mariage pour tous :"Aujourd'hui les homos se marient entre eux. Heureusement il y a le SIDA pour évacuer tout ça". Encore un qui a une bite à la place du cerveau. Mitterrand au sujet du Rwanda :"Dans ces pays un génocide ce n'est pas très important". Dire que ce mec s'est fait passer pour un socialiste et les Français sont tellement cons qu'ils l'ont cru. Le groupe "Sexion d'Assaut" sur l'homosexualité :"Il est temps que les PD périssent". On imagine que leur QI doit être égal à leur température annale. Dieudonné au sujet du mariage pour tous :"Un projet sioniste qui vise à diviser les gens". Quand on est con, on est con... Et l'inévitable Eric Zemmour :"Les employeurs ont le droit de refuser d'embaucher des Noirs ou des Arabes". Et lui il a le droit de fermer sa gueule.



LA DEMOCRATIE OU LA CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCEE ?

JEAN MARINE (LE PEN) OU PAUL BISMUTH (SARKOZY) ?

Ce n'est plus une surprise et les électeurs auront le choix entre la peste et le choléra. L'extrême droite lepéniste contre l'ultra droite sarkoziste, ce duel vous est offert par les couillons du PS, on peut dire que Hollande, Valls, Ayrault ont bien fait les choses, on a le droit d'être con mais à ce point c'est à peine croyable. Que dire de plus devant ce naufrage ? Pour la démocratie c'est la chronique d'une mort annoncée et par les temps qui courent, les culs qui traînent et les couilles qui pendent ce n'est pas une illusion d'optique mais une réalité. Depuis 1981 la pseudo gauche socialiste à tout fait pour en arriver là. Aujourd'hui une douzaine de députés de l'ultra droite demandent la supression des collectifs antifascistes et ils considèrent que le FN est un parti comme les autres. Etre antifasciste aujourd'hui comme hier, c'est vital et c'est la seule réponse valable en face du racisme, de l'antisémitisme et de l'ignorance.

Votre Prince Ringard qui vous aime et qui baise ses mots.

RETOUR SUR ...

... Quelques nouvelles de sujets déjà abordés dans le magazine

VIOLENCES POLICIÈRES CONTRE RAYMOND GURÊME

Dans notre dossier « nomades d'aujourd'hui » (numéro d'été 2014), nous vous présentions Raymond Gurême, 89 ans. Ancien acrobate ambulant, il a connu l'enfermement dans les camps de nomades durant la Seconde Guerre mondiale, avant de s'engager dans la Résistance. Depuis de nombreuses années, il s'est installé avec toute sa famille dans un village de l'Essonne, face au camp d'internement de Linas-Montléry. C'est là que lui et sa famille avaient subi le traitement inhumain affligé aux populations nomades « par des policiers français », rappelle-t-il. Làs, les persécutions n'ont jamais vraiment cessées. Il lui aura fallu mener un combat de 30 ans pour obtenir sa carte d'interné politique, et lui et sa famille reçoivent très régulièrement la visite des policiers. Le 23 septembre dernier, une énième intervention policière sur son terrain a dégénéré. Refusant l'accès de sa maison à un policier sans mandat de perquisition, Raymond Gurême est frappé de plusieurs coups. Un certificat médical atteste de la violence de cette agression contre le vieil homme, dont on imagine mal qu'il ait pu constituer une menace pour forces de l'ordre. Certains de ses enfants et petits-enfants, qui ont tenté de s'interposer, ont eux aussi été frappés. Raymond Gurême a porté plainte contre la police. Le gouvernement, qui en temps normal est prompt à défendre ces anciens combattants, est resté bien silencieux.

LE BEC HELLOUIN EN DÉBAT

La ferme du Bec Hellouin est un centre d'expérimentation, de formation et de promotion de la « micro-agriculture bio intensive ». Si les techniques employées sur le terrain sont souvent prometteuses et ingénieuses, certaines de ses méthodes agacent, et les résultats de l'étude scientifique sont l'objet de certaines polémiques.

Vivre convenablement en cultivant 1.000 m², on en parle dans la presse, dans les livres, sur les ondes ou à la télé. La ferme du Bec Hellouin bénéficie d'une large couverture médiatique plutôt inattendue au regard du caractère radical des pratiques agricoles employées sur le terrain. L'objectif de sa méthode « *est de réaliser une production très intensive, sur une très petite surface cultivée, de manière naturelle et pratiquement sans recours aux énergies fossiles* ».

La démarche est séduisante et ambitieuse, et nous avions nous aussi consacré trois pages au Bec en reprenant un article initialement publié par Basta ! Il clôturait notre précédent dossier sur l'agriculture biologique et son adaptation au marché de masse. Ce reportage, qui faisait état du succès de la méthode, a fait réagir certains d'entre vous, étonnés d'entendre « *encore* » parler de la ferme du Bec Hellouin, devenue presque l'unique exemple cité lorsqu'on parle de permaculture. Ce statut de référence provient en grande partie d'une étude menée sur place. Nous avons décidé de revenir sur cette histoire dont plusieurs éléments nous avaient échappé.

UN NOUVEAU RAPPORT D'ÉTAPE

Les fondateurs de la ferme, Charles et Perrine Hervé-Gruyer, découvrent la permaculture en 2008 et décident d'associer cette approche avec d'autres techniques, notamment celles des maraîchers parisiens du XIXe siècle. Ils constatent une augmentation rapide des rendements et sont persuadés qu'avec cette méthode, un agriculteur peut vivre de son travail sur une toute petite surface. Pour le démontrer, ils formulent un projet de recherche et l'étude « *Maraîchage biologique en permaculture et performance économique* » débute en 2011. Elle est menée par l'Institut Sylva, domicilié au Bec Hellouin, en partenariat avec une unité mixte de recherche Inra/AgroParisTech dédiée à l'agriculture urbaine.

L'étude porte sur 1.000 m² de surfaces cultivés, isolés virtuellement du reste de la ferme, sur lesquels toutes les heures de travail sont comptabilisées et la performance économique estimée. Les premiers résultats sont prometteurs et annoncent un chiffre d'affaires potentiel de 32.000 € sur une année, si toutefois l'ensemble de la production issue des parcelles était vendu. Il était alors souligné qu'un emploi au Smic pouvait être créé sur un dixième d'hectare. Le dernier rapport d'étape note encore une progression et mentionne que « *sur une année, de septembre 2013 à août 2014, et sur 1.000m² cultivés, la valeur récoltée est de 50.800 €, pour une charge de travail sur les parcelles de 2.000 heures* ».

Cette fois-ci, le nouveau rapport indique cependant que la charge de travail serait trop importante pour une personne seule, d'autant que les heures ne prennent pas en compte le temps passé à l'entretien général du site et du matériel, la

gestion et la commercialisation notamment, et qu'il existe des pics de charge ponctuels. Les opérations de désherbage, par exemple, demandent beaucoup d'heures et doivent être réalisées dans un intervalle de temps court. Si au Bec-Hellouin elles sont facilement surmontables grâce aux nombreux stagiaires présents sur place, elles seraient sans eux difficilement réalisables. Pour Sacha Guégan, ingénieur de l'institut Sylva, rédacteur des rapports et formateur à la ferme, cette surcharge de travail est compensée par le meilleur rendement économique. Pour un agriculteur qui travaillerait seul, il préconise trois pistes : la diminution de la surface cultivée, la possibilité d'un recours à de la main-d'œuvre rémunérée et l'amélioration de l'efficacité du travail. En appliquant « *une règle de trois* », il serait possible selon lui de vivre avec une surface cultivée de 700 m².

Cette affirmation est très controversée. Certains estiment peu plausible la reproduction de cette expérience, qui ne correspond pas à la réalité d'une ferme et ne représente pas un écosystème complet. Un article de juin 2013 du magazine de la Coordination AgroBiologique (CAB) des Pays de la Loire mentionne que la ferme du Bec a réalisé la moitié de son chiffre d'affaires sur les 1.000 m² de l'étude, qui ne représentent pourtant qu'un quart de sa surface totale. Cela peut s'expliquer par la concentration sur cette parcelle de légumes à plus forte valeur ajoutée que sur le reste de la ferme, notamment des mini-légumes et des fleurs vendus au « *prix restaurant* » . Ils sont vendus beaucoup plus chers que le prix moyen des légumes et ce débouché représente 24 % du dernier chiffre d'affaires connu des parcelles étudiées. Si la diversification des circuits de commercialisation est un atout pour toute activité maraîchère, peu pourront bénéficier d'un partenariat avec un restaurant gastronomique.

Si les rapports montrent qu'il serait théoriquement possible de tirer un revenu conséquent sur une si petite surface, beaucoup font une lecture un peu trop rapide des rapports. « *Il est impossible d'avoir des résultats fiables en si peu de temps. En agriculture, il faut se baser sur au moins dix ans pour avoir un retour d'expérience* », avance Christophe Gatineau, qui se présente comme cultivateur usant de techniques de la permaculture et auteur d'un livre sur le sujet. Pour lui, 1.000 m² ne suffisent pas pour développer un système durable. L'intense exposition du Bec Hellouin agace et le principal reproche qui lui est adressé est sa communication tous azimuts du message principal de l'étude : tout le monde est capable de s'installer sur une petite surface en s'inspirant des méthodes de la ferme et peut espérer parvenir aux mêmes résultats.

LES GENS DOIVENT RÉFLÉCHIR À LEUR PROPRE SYSTÈME

Un procès balayé par Perrine Hervé-Gruyer qui souligne que chaque porteur de projet doit être averti des difficultés d'une telle entreprise et de la nécessité d'une formation. « *Nous avons commencé en 2006 et aujourd'hui le système marche. On sort la tête de l'eau, mais on en bave tous les jours* », insiste-t-elle. « *Les chiffres prouvent que c'est possible. Les principes employés ici peuvent être utilisés ailleurs, en essayant de trouver les solutions techniques les plus adaptées au site. Il n'est pas question de faire un copier-coller, cela ne marcherait pas. Les gens doivent réfléchir à leur propre système et aboutir à une agriculture sur mesure* », précise Sacha Guégan. « *L'étude porte sur 1000 m² cultivés, sans les allées, dans une ferme qui peut être plus grande que ça, avec des bâtiments, de l'élevage, de la culture d'engrais verts, de céréales… Nous n'avons jamais dit qu'une ferme de 1.000 m² peut être viable, mais plein de gens vont voir les banquiers avec un projet de 1.000 m² et veulent s'installer comme agriculteur* », affirme Kevin Morel, doctorant au sein de l'équipe Agricultures urbaines d'une unité de l'Inra et d'AgroParisTech.

Pour le scientifique, « *les maraîchers et le milieu agricole ont du mal à accepter ces chiffres car ils le ramènent à ce qu'ils connaissent: c'est-à-dire le maraîchage bio diversifié standard, mécanisé sur petite surface. Dans ce modèle, le maraîcher cultive seulement 10 % de sa surface en moyenne (chiffres du GAB) en serre et le reste à l'extérieur avec souvent un petit tracteur. Il cultive en général des cultures de garde (pommes de terre, carottes, poireaux) qui occupent une part importante de son espace. L'espacement entre les légumes est relativement important, car il est conditionné par les outils associés au tracteur (espace pour laisser passer les roues et espace entre les rangs pour le désherbage mécanique). C'est en gros la norme dans l'image que les gens ont du maraîchage diversifié* ».

Il poursuit en évoquant les spécificités du cas étudié. « *Sur les 1.000 m² du Bec Hellouin, on se situe dans un autre paradigme, dans une autre vision, beaucoup plus intensive de l'utilisation de l'espace. Cela se traduit par une part importante de serres sur la surface cultivée (autour de 40 %), le recours au travail manuel pour densifier, associer, soigner le sol et les cultures. Cette vision entend focaliser la production sur une petite surface afin de libérer d'autres espaces sur la ferme pour d'autres milieux (vergers, petit élevage, zone naturelle) afin de créer à l'échelle de la ferme une mosaïque de paysages. Le but est bien sûr de pouvoir bénéficier des interactions entre ces différents paysages et pour le faire le mieux possible, l'idée du design permaculturel est mobilisée* ».

Pour Christophe Gatineau, tout cela reste du bio intensif. « *La terre est en surproduction. Dans une logique de rendements, la matière organique est exportée en grande quantité avec la vente de légumes. Il faut donc forcément rapporter des intrants* ». Cet apport est aussi la source de certaines critiques. La terre du Bec n'était pas d'une très bonne quali-

LES MICRO-FERMES ESSAIMENT

Les projets de micro-fermes sont à la mode. L'association Fermes d'avenir, qui pilote une expérience de maraîchage permaculturel au domaine de la Bourdaisière, près de Tours, a elle fait le pari de convaincre certains groupes industriels ou grandes surfaces « de travailler de concert avec des fermes agroécologiques ». Ils misent sur l'essaimage d'un réseau de 50.000 micro-fermes, si possible en contrat avec des distributeurs. De la permaculture au capitalisme vert, il n'y a qu'un pas.

té agronomique, il a donc d'abord fallu créer un sol. Selon la méthode de la ferme, « *l'un des moyens utilisés peut être un apport massif de fumier bien décomposé ou de compost, jusqu'à 1.000 tonnes à l'hectare* », une mention qui a d'ailleurs été supprimée dans la dernière version. Eux ont utilisé un tas de fumier décomposé depuis une dizaine d'années. La quantité exacte n'est pas connue, mais certains évoquent un possible dépassement du plafond d'azote organique d'origine animal autorisé par les directives nitrates (Le Taupin du maraîcher, juin 2014). La ferme s'en défend en invoquant sa certification biologique. Les quantités de fumier apportées régulièrement seraient de l'ordre de 30 tonnes toutes les 30 semaines pour l'ensemble de la ferme selon le responsable du centre équestre qui fournit le fumier. Ce chiffre n'est pas confirmé par les propriétaires du Bec Hellouin. Ils le disent exagéré, mais ne sont pas en mesure d'en avancer un autre. S'il s'avérait exact, il dépasserait allégrement les doses épandues en moyenne par les maraîchers, de l'ordre de 20 t/ha.

Cela s'explique en partie par l'emploi de la technique des couches chaudes, utilisées sur 165 m² de la parcelle de 1000 m² liée à l'étude. Elles sont confectionnées avec 60-70 cm de fumier recouvert de 15-20 cm de terre arable. Avec leur dégagement de chaleur, elles permettent une mise en culture plus précoce et peuvent éviter certains dégâts liés aux gelées tardives, tout en apportant une fertilisation conséquente aux cultures. L'inconnue de la quantité d'azote présente dans ces buttes pose quelques questions. « *On ne connaît pas la dose d'effluents organiques, la libération d'azote qui part en pollution* », explique Manu Bué, technicien au sein du GAB Finistère. « *La dose d'azote ne dépend pas uniquement du besoin des plantes, il faut aussi prendre en compte la capacité du sol à fixer les éléments. Ce que l'on a vu au Bec ressemble plutôt à une zone humide, à un sol hydromorphe. Il peut y avoir des problèmes de lessivage* », ajoute-t-il. Les 2/3 des couches chaudes sur les parcelles de l'étude sont situées à l'abri sous une serre. Les lessivages sont moins importants que sur les buttes extérieures, mais les effluents ne sont pas du tout étudiés ou évoqués dans les rapports. L'équipe de la ferme est consciente de ce manque et affirme que le sujet sera approfondi dans les prochaines publications.


Photo : Simon Gouin

DES FORMATIONS ONÉREUSES

Sans qu'ils ne soient forcément au courant des limites de l'expérience, les stagiaires se bousculent au Bec. Les formations se vendent bien, un stage d'une semaine coûtera 115 € pour la journée, 525 € les 5 jours ou 1050 € pour 10 jours de Cours certifié de permaculture. L'hébergement est facturé 10 € par nuit pour un futon dans la salle de formation ou pour planter sa tente, 20 ou 25 € pour une chambre et 30 € pour la roulotte. Si vous n'avez pas de sac de couchage ou de draps, vous pourrez toujours en louer pour 20 € par stage… Pour ce prix, la nourriture n'est pas comprise. Comptez 25 € par jour en pension complète. Pas accessible à tout le monde donc, même si le centre est habilité à recevoir l'aide à la formation, de pôle-emploi par exemple. Pour les organisateurs, ces prix sont justifiés par le financement du lieu de formation, la rémunération des intervenants ainsi que du cuisinier.

Si beaucoup de stagiaires sont satisfaits de leur passage au Bec, des voix discordantes s'élèvent. « *Ils veulent faire la deuxième révolution verte* », s'énerve l'un d'eux, très déçu de son déplacement et du contenu de la formation. « *En intensifiant la production biologique, ils dévient des choses positives pour en faire un cauchemar direct. Ils ne sont pas dans l'esprit vivrier. Ils vendent la permaculture comme un procédé d'autonomisation, mais où sont leurs patates, leurs oignons ?* » Le dernier rapport indique en effet qu'il n'est pas possible de cultiver sur une si petite surface la quantité de légumes de garde nécessaire pour approvisionner les clients pendant l'hiver.

La mise en lumière de certaines pratiques, méthodes, et outils innovants est de l'ordre de l'intérêt public tellement nous avons besoin de changer notre modèle agricole et d'explorer des pistes nouvelles. Mais il ne faut pas non plus tomber dans le fantasme d'une trop grande facilité et crier trop vite au miracle, ce serait le risque de trop grandes désillusions. Avant de tirer des conclusions trop hâtives, il est nécessaire d'attendre la publication des résultats définitifs des travaux scientifiques en cours.

Guillaume

L'ART DE VIVRE.

Par Antoine Delahaye

- Et bah alors ? Qu'est-ce tu fous là ?
J'ouvre la bouche, mais aucun mot ne sort.
- Ça fait un bail, dis moi... Ho ! Ça va pas, Marc ? Ho ? Qu'est-ce qu'y s'passe ?
Il fait nuit noir. La pluie coule sur ma parka. J'arriverai jamais à tout avouer à mon parrain. Du haut de mes 17 ans, je reste muet comme une tombe.
- Et bah rentre ! Tu vas pas rester planté là ! Alors ? Qu'est-ce qu'y t'arrive ? Hein ? Tu veux rien m'dire ? Et bah toi... T'en tiens une bonne, hein ! Allez. Sèche tes larmes et va poser ton cul là-bas, j'vais t'servir un p'tit calva, t'vas voir, ça va te requinquer. Après... On discutera.

Passé l'arche de la porte, l'odeur de la céramique, de la cire et du vinaigre me prend aux tripes. Ça me rappelle quand je venais ici en vacances, il y a longtemps. La demeure n'a pas beaucoup changé. Elle ressemble toujours à cette petite chaumière de contes pour enfants. Un toit de paille. Des petites fenêtres. Et un intérieur-musée. Le porte-manteau est un lampadaire, la table basse a quatre pattes et les murs sont couverts de tableaux cubistes.
- Alors toi, il t'est arrivé des bricoles. C'est pas à un vieux singe qu'on apprend à faire des grimaces. Ça s'lit sur ton visage ! Allez. Raconte-moi. Déballe. Fais pas ton cachotier. Je suis ton parrain, quand même ! Non ?
Toujours rien.
- Bon. Garde ça pour toi s'tu veux, brigand, mais viens pas miauler après, hein ! Passons aux choses sérieuses. Le calva. Poum, poum, poum. Alors. Tiens. Prends ce verre. Et cette cuillère, là. Mets le sucre. Voilà, comme ça. Et maintenant, l'eau de vie. Une belle rincée. Celle-là, elle va te ramener sur terre, mon pote, 50 degrés dans ta face, tu vas la sentir ! Valààà. Maintenant, t'allumes le canard, tu laisses frémir, t'ouvres tes narines et hop ! Tu la sens ? L'odeur de pommes ? Hein ? Allez, hop, cul-sec !

J'approche le verre chaud de mes lèvres et j'aspire la liqueur d'une traite. Ça descend dans ma gorge comme une douche brûlante et ça me remonte au cerveau dans une cavalcade d'odeurs. De la terre alcoolisée. Un pommier tout frais. Du sucre enivrant. Je m'essuie les paupières en reniflant. Mes joues chauffent. Je n'arrive toujours pas à lâcher un seul mot. J'ai l'impression d'avoir une grande pièce vide et blanche à la place du corps. Mais, depuis que mon parrain est là, c'est comme si Jackson Pollock venait de s'inviter. À peine met-il un pied dans cette salle, qu'il badigeonne tout de son pinceau coloré. Ses pieds font des grosses moulures au fumier. Ses yeux lâchent du jaune soleil. Du trèfle à quatre feuilles. De l'ocre. Du rouge.
Je croise son regard.
- C'est pas du Coca-Cola, ça, hein ? Le beaujolais américain, tu peux t'le foutre au cul ! Le calva, c'est autre chose ! C'est du concentré d'vie ! Du médicament ! À l'époque, les vieux, dans les campagnes, ils avaient pas tous ces cachets et ces conneries, hein ! Quand ils avaient mal à la gorge, ils vidaient un verre et hop c'était fini. Nan, nan, nan, nan... Les gens sont trop proprets aujourd'hui. Coincés du cul, j'te dis. Tu m'étonnes qu'après ils chopent des allergies dans leurs appart', là ! Trop de propreté, c'est mort ! Il faut que ça vive ! Que ça bouge ! J'te dis, moi, faudrait prendre un bain de fumier tous les ans. Tu m'entends ? Un BAIN de MERDE ! Tous les ans !

Ses yeux de chien joueur pétillent au-dessus de ses lunettes. Ses bajoues Côte du Rhône ressortent sur les côtés, comme deux bons steaks. Quand il sourit, ça lui donne un air de grosse lune rousse. Il est vivifiant, mon parrain. Sa carrure, tout en rondeur, lui permet d'amortir les chocs de la vie. J'aimerais avoir cette barrique d'eau de vie dans le cœur et ses calembours joyeux autour de moi, comme un duvet.

Soudain, le téléphone sonne. Un vieux truc à cordon qui prend la poussière. Il se lève, se gratte le postérieur et s'amène vers le combiné. Je saute de ma chaise et je pose une main dessus. C'est la première fois que je bouge vraiment. Il me louche. J'agite un petit « Non » peureux et suppliant. Je sais qui est à l'autre bout du fil. Une boule de rage me remonte du bide. Mon parrain m'observe. J'ai l'impression qu'il me sonde à l'instinct, discernant parmi les remugles de cuisine et de vieille gouache, mon odeur de fuite et de frousse.
- Et bin ? C'est si grave ?
Je me fais violence. Je sors de ma salle de timidité. Je lui avoue que. J'ai fugué. Il s'en doutait, je crois. Mais, que je me sois battu avec le surveillant et que j'aie cramé mon lit, ça, il ne s'y attendait pas.
- Ah. Quand même. Écoute. Ce soir, t'es mon hôte. Pas d'chichis. Alors te mets pas la rate au court bouillon. J'vais pas t'juger ou quoi qu'ce soit. J'suis ton parrain.
Il laisse un silence s'en aller.
- Vu ta tête, tu dois avoir faim. J'ai une entrecôte qui dort dans le frigo. Avec des petites grenouilles sautées, ça te dirait ? Aaaah... Là, j'te r'connais, sacripant ! Allez ! Tu vas m'aider à éplucher les patates. On est mieux deux que tout seul pour ça, hein !
Avouer une partie de mon histoire m'a bousillé le ventre. J'ai envie de m'enterrer dans un coin et de mettre une croix sur tout ça. Encore une fois, mon parrain passe tout à la trappe. Il s'affaire dans un coin et ressort un vieux truc. Comme si de rien n'était. Il me dit que ce vieux truc s'appelle un vinyle. J'ai jamais écouté de vinyle. Il pose délicatement une sorte de tige dessus. Un son antédi-

luvien s'élève. Ça crachote comme les vieux films. Du George Brassens, qu'il me dit. Un truc de vieux con, qu'il rajoute. Ça me fait presque rire.

J'insère la lame du couteau sous la peau jaune fade d'une pomme de terre et j'essaie de me calmer. Le contact avec ces petites bêtes terreuses et les phrases simples du chanteur m'hydratent le tronc. Mais je revois brusquement des images. Les dents rougies et tâchées de sang du surveillant. Sa bouche gluante qui s'ouvre pour hurler mon nom. Je reste bloqué dans les méandres de la table en bois.

- Bon. Écoute moi bien mon p'tit père. Des emmerdes, il t'en arrivera jusqu'à la fin d'ta vie. Tu piges ? Donc s'il y a bien un truc que j'peux t'apprendre, c'est qu'il faut savoir les surmonter. Tu vois ?

De nouveau ma glotte sursaute.

Mon smartphone vibre au même instant. Je redoute un autre appel de la police ou de mon père. Mais ce n'est que l'application d'un journal. Un petit texte m'annonce l'arrivée d'une sonde spatiale sur le sol d'une comète. À 500 millions de kilomètres de là. Ma rage s'enterre quelques instants. Au lieu de me questionner, mon parrain se lève, curieux. Il observe mon téléphone, comme s'il s'agissait d'une machine à remonter le temps ou d'un sabre laser. Je lui montre la photographie de la comète, prise depuis la sonde et diffusée sur Twitter. Il n'en croit pas ses yeux. Je lui parle du robot Curiosity, qui se ballade sur Mars. De la sonde Voyager. Qui vole, au-delà de l'héliosphère. Ses yeux s'ouvrent. Et je crois voir quelques étoiles, au fond du puits de ses pupilles.

- Hé ben mon pote. Si j'avais su. C'est pas croyable. Nom de nom. Sur une comète ? Les grandes là ? Avec leurs longues queues qui traversent le ciel et tout ? J'y crois pas... C'est d'la science fiction ! Et tout ça diffusé sur l'internet ? Bin dis donc. Tu sais. Quelque part, ça m'dépasse. Twouiteur, fessebouque, machin chouette... J'comprends pas. Et surtout, j'trouve ça... Pas forcément utile. Attention, j'dis pas que c'est le diable, hein. Mélange pas les strings et les culottes, jeune cyborg du futur ! Moi aussi j'ai connu des révolutions ! À mon époque, ce sont mes vieux qu'en prenaient plein les mirettes en voyant la téloche ! Ma grand-mère avait même regardé derrière l'écran pour voir si le présentateur du J.T n's'y cachait pô ! T'rends compte ? Nan, nan, c'est sûr que l'Internet. Pardon ? Internet tout court ? Ok. Bon. Arrête de m'la couper, toi, espèce de succédané d'humain sans moelle ! Donc. Je disais. Ouais. Tes réseaux sociaux, là, c'est pas un peu de l'arnaque ? Pour la sonde Cécilia, là... Amélia ou... Ah ! Philae, pardon. Tout ça, d'accord. C'est dingue ! Mais tes potes, là, tu crois vraiment qu'ça sert de les avoir 24H sur 24H au bout du fil ? Faut pas s'leurrer, hein Marco ! C'est pas parce que t'es connecté, que tu vis avec les gens. Il manque tout un tas de phénomènes que ton godemichet en plastoc peut pas t'rendre. Le visage. Les inflexions de la voix. La chaleur. Les phéromones. L'animal, quoi. Tout un tas d'truc. C'est bien, hein, mais faut pas l'utiliser comme un écervelé !

La question qui consisterait à savoir qui a raison et qui a tort ne me semble pas importante. Le frottement de nos deux âges libère des étincelles dans l'air. J'en prends à la volée. De la pensée en suspension. De l'énergie brute. Mon téléphone vibre à nouveau. Ce n'est plus l'application, mais mon père. Je ne réponds pas. Ma rage revient au galop. Mes nerfs se tordent. À côté, mon parrain médite. Les photographies de la comète l'ont pulvérisé sur la Lune. Il se lève soudain et se met à préparer l'entrecôte. Dans une poêle beurrée, il cuit la pièce de viande, agrémentée d'échalotes, et me la sert, juste à côté des petites pommes de terre sautées. Je mange comme un goulu. C'est un délice. Lui, m'observe. Il prend un malin plaisir à me voir déchiqueter la viande, à couper les patates et à les gober. C'est drôle.

- Bon. Pour ce soir, j'crois t'as ton compte. Maintenant... Tu connais le chemin pour la chambre d'amis... Allez, file.

Le plat fini, je me dirige vers la chambre, mais je m'arrête. À mi parcours. Je regarde mon parrain. Qui se tient dans le cadre de la porte. Un torchon sur l'épaule. Ventru et jovial. Une crise de larmes me raccroche les paupières. Un véritable raz-de-marée. Il faut que je parle. Que j'vomisse tout ça. Je lui raconte mes emmerdes. Avec le lycée. Avec mes profs. Avec ma copine qui me largue le mauvais soir. L'engueulade. Le poing dans la gueule du surveillant, à l'internat. Le sang qui gicle. Les flammes sur mon lit. La fuite jusque là. Dans la maison de contes de fée.

J'ai mal au ventre. Ça gargouille à l'intérieur. Je grince des dents.

Mon parrain me tend un sourire.

- Écoute. Ici, t'es chez toi. J'm'en branle bien d'savoir tout c'qui t'colle au cul. Si quelqu'un doit résoudre tout ça, c'est bien toi, mon pote. Tu dois y aller, franco de port. Crack. Boum. Basta. Donc, si tu veux, demain, je t'accompagne au lycée. Comme ça, t'iras t'excuser. Comme un grand. Et là t'en sortiras plus fort. C'est moi qui t'le dis. Maintenant, va te coucher. Demain est un autre jour. Et la nuit porte conseil.

Du haut de mes trois pommes, j'acquiesce. Je ferme la porte de ma chambre. Je respire un coup, deux coups. Et je sens soudain mon écorce se détendre, mes branches s'aérer la frimousse et mes racines prendre leur pied, enfin..

Le journalisme, ce n'est pas que fouiller les poubelles...

LE TORCHE-CUL

...C'est aussi explorer les fosses sceptiques.

Du caca dans le cerveau mais un cucu tout propre / Trois francs six milles / Le Torcheur libéré

ÉDITO

L'hiver revient et avec lui sa dose de bons sentiments mielleux, de solidarité et autres mièvreries de Noël. J'aimerais vous rappeler donc en préambule de cette nouvelle édition du Torche-Cul que ces bons sentiments ne permettront pas de sauver l'économie de notre pays sclérosé par des idées trotskystes archaïques.

En effet, en quoi laisser quelques fainéants dépourvus d'esprit d'initiative s'alimenter avec des produits normalement destinés à la poubelle peut redresser notre économie? Je vous réponds simplement : EN RIEN. Il est vrai que les laisser mourir de faim ne résoudra pas nos problèmes, quoique… La présence de ces indigents dans nos rues commerçantes est un frein à la consommation. Leur odeur infecte coupe l'appétit des braves gens avec un peu d'argent. De plus, cette présence indésirable peut culpabiliser certaines personnes encore trop faibles pour le libéralisme qui n'oseront pas consommer à outrance et ralentiront l'enrichissement des entreprises qui se battent chaque jour pour un monde meilleur dans lequel les entrepreneurs auront enfin la reconnaissance qu'ils méritent.

Pour ces raisons, j'invite les lecteurs du Torche-Cul à consommer, consommer pour un monde meilleur, consommer pour que nos rues soient propres, consommer pour favoriser l'initiative.

LES « AIRMUSICIENS » NOUS POMPENT L'AIR

Cette citation nous vient des dernières délibérations du conseil municipal de Gourlamine, gouleyante cité de 120.001 habitants (Oups, 120.000, un de ces habitants vient de mourir d'un trop plein d'air). Cette bourgade avait déjà par le passé interdit la musique de rue car « *les habitants ne pouvaient plus supporter cette joie dégoulinante et cette insupportable vie qu'ils insufflaient à la cité alors qu'eux ne souhaitent qu'attendre la mort dans une ambiance délétère* », nous confie Jean Jean, fier maire de Gourlamine.

L'interdiction de la musique dans les rues de Gourlamine a entraîné un phénomène nouveau, les artistes de rue, pour protester et continuer « *de gagner leur croûte* », se sont mis à faire de l'« *AirMusique* », une pratique qui consiste à faire semblant de jouer d'un instrument. Bien entendu, le conseil municipal de Gourlamine ne l'a pas entendu de cette oreille.

« *Suite à de nombreuses protestations de nos administrés, nous avons décidé d'interdire cette pratique et de faire une AirSaisie des instruments de musiques virtuels sur lesquels jouent les contrevenants* ».

Les cadavres de Airmusiciens jonchent désormais les rues de Gourlamine par manque d'alimentation, mais très peu de temps car cette cité-mouroir en voit d'autres et le service municipal de ramassage des corps décédés se met à pied d'œuvre pour offrir à cette ville le calme et la sérénité qu'elle mérite. Concernant les morts de ces AirMusiciens, le Maire de Gourlamine a une pensée qui ne manque pas d'air : « *Ils n'ont qu'à faire semblant de travailler, comme moi* ».

PANIQUE SANS PUB

Prenant exemple sur la ville de Grenoble, la ville de Momoille a elle aussi décidé de supprimer les panneaux publicitaires du territoire de sa commune. Cette action a tout d'abord ravi nombre d'habitants : « *J'aime bien comment que ma ville elle est maintenant* », me confie Jordan dans les rues de Momoille.

Cependant, un groupe d'individus demande le retour de ces publicités, il se nomme : « *quoi qu'acheter?* »

« *Les gens, depuis qu'on a enlevé la pub d'la ville, qui savent plus quoi qui faut qu'ach'ter dans l'magasin* » explique Troudut le responsable de « Quoi qu'acheter? » avant d'ajouter: « *Ca va finir par commencer qu'à créer des problèmes. Que si les gens qui savent pas quoi qu'acheter qui vont finir par y rester car qu'ils n'auront plus qu'aucun aliment qu'à manger… HEIN? Non, mais HEIN? REPONDS-MOI* ».

CARNET DE VOYAGE CAP SUR LE DÉSERT BLEU

On est devenu des vrais Touaregs ! À bord du vaisseau Nissan, nous foncions quatre roues motrices sur les dunes et les oasis. On s'est arrêté une nuit au milieu du désert bleu. On a même vu un fennec le soir ! Il n'avait pas l'air d'avoir peur, avec ses lunettes de soleil et son paquet de chips sur la tête. Waouh ! Un vrai animal sauvage !

PS : Mon papa m'a dit qu'il était là pour ramasser les restes de tous les touristes qui passent ici.

Alors heureusement qu'on est là pour le nourrir !



C'est samedi matin, Monstre Côtelette boit son Neskik

Avec ses tartines au beurre frais

Et bien ça va ! Il est tout content !

Comme il habite sur une place, il peut regarder les passants

Ça lui fait comme une télé

Il y a des gens qui sont rigolos comme lui sur son banc qui regarde en l'air


Oh la la ! C'est dingue toutes ces personnes qui existent !
Cette idée soudaine lui met des angoisses en lui
DING DONG
oh !
Salut Côtelette !
Je te dérange ?
Bonjour
mon entre !
C'est Gaston son ami détective privé
. . .
Tu veux boire quelque-chose ?
Non merci ... Je ne fais que passer
Ça va toi ?
T'as mauvaise mine
ah bon ?


Tiens ! Je ne m'étais encore jamais assis ici !
Mais tu espionnes la place !
mon
Quel spectacle tu vas me dire !
Il y a du monde qui passe par là !
Regarde moi ces ados qui portent des sacs énormes sur un seul bras...
Se tuer le dos au nom de la mode... quelle connerie !
C'est bien, au moins en restant cons et moutons, ils feront de bons employés et de bons citoyens obéissants !
Ah ! Mais toutes ces pubs surtout !
T'arrives à bouffer avec toutes ces merdes sous les yeux ?!


Non seulement c'est moche mais en plus on nous l'impose !
PMU
Pariez plus vite !
Plus vite, plus vite ! Voilà le grand mot d'ordre de notre société moderne !
T'as pas l'air con toi avec ton Neskik !
ha ! ha !
Au moins t'es pas un aliéné
Tu es une vraie faille spatio-temporelle !!
ha ! ha !
Bon ! Je faisais que passer ! Faut que j'y aille
J'enquête sur un vol énorme de chamallow qui a eu lieu dans le vieux quartier



Ça me change des enquêtes d'adultère à la con!
Puis je crois avoir trouvé qui a monté le coup
Je sais que tu aimes bien les sucreries. Si je tombe sur le lot, je t'amènerais un paquet!
Allez! Salut!
Ah! Ben il est bien content Monstre Côtelette!
Pendant ce temps, le cœur d'Alfred se brise car il réalise que Ludivine ne viendra pas...
FIN!


WIJBICK 2014
TROP MIGNON
Monstre Côtelette s'est transformé en jouet!
Retrouve le vite dans ton Emmaüs le plus proche!